| **Références** |  |
| --- | --- |
| **N° de dossier Environnement :** | 10006625/SMA.sl |
| **N° d’établissement Environnement :** | 10093258 |
| **Réf. Urbanisme :** | F0510/81004/PU3/2022/3/Cl2/JS - 2200204 |
| **Réf. Commune de dépôt :** | PU 100 |

 **Permis unique**

Références : PU 100

DPA Namur-Luxembourg ***et*** Urbanisme Luxembourg

***Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué***

Vu la demande introduite en date du **13/04/2022** par laquelle :

* ECORE BELGIUM
	+ ZONING INDUSTRIEL AUBANGE 0 à 6790 AUBANGE

, ci-après dénommé l’exploitant, sollicite un permis unique pour ajouter un prébroyeur de déchets métalliques, créer un bâtiment destiné aux activités de dépollution des DEEE, régulariser le volume de la cuve fixe d’oxygène et modifier les conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques, dans un établissement situé ZONING INDUSTRIEL n° s/n à 6790 AUBANGE ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l’environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles ;

Vu l’Arrêté de l’Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I ;

Vu la Décision d’exécution de la Commission établissant les Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (CMTD WT) publiée le 17 août 2018 ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d’équipements électriques et électroniques (CS DEEE) ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques […], des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d’usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d’usage et des centres de destruction de véhicules hors d’usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux (CS VHU) ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux ;

Vu les articles 187bis-1 et suivant de l’Arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l’Environnement, contenant de Code de l’Eau ; articles portant sur les « Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines » ;

Vu l’ensemble des pièces du dossier ;

Vu le permis unique n° 04940276 en cours de validité délivré par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué en date du 25 mars 2020 pour un terme expirant le 25 novembre 2039 visant à renouveler et étendre le permis d’exploiter d’un centre de regroupement, tri, prétraitement et valorisation de déchets dangereux, et non dangereux incluant le démantèlement de VHU et la dépollution DEEE ainsi que des activités de broyage, de cisaillage, dans un établissement situé Zoning Industriel s/n à 6790 AUBANGE ;

Vu l’arrêté n° 10003262 en cours de validité, délivré par le collège communal en date du 21 décembre 2021, suite à l’approbation du rapport de base, et portant sur la révision des conditions particulières d’exploitation du permis unique du 25 mars 2020 susvisé ;

Vu l’avis du SPW ARNE - Direction d'Arlon du Département de la Nature et des Forêts, reçu par le fonctionnaire technique en date du **22/04/2022** relatif au caractère complet de la partie Natura2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **16/08/2022** au **30/08/2022** sur le territoire de la Ville d'Aubange, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l’avis favorable du Collège communal de la Ville d'Aubange envoyé le 16/09/2022, rédigé comme suit :

*"Le Collège communal d'AUBANGE,*

*Vu l'article L1123-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;*

*Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Code du Développement Territorial (CoDT), entré en vigueur le 1er juin 2017 ;*

*Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;*

*Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;*

*Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;*

*Vu l'Arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ;*

*Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;*

*Vu la convention de Stockholm du 22 mai 2001 et le règlement UE n°2019/1021 du 20 juin 2019 concernant les Polluants Organiques Persistants (POPs) ;*

*Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;*

*Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;*

*Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre 1er du Code de l'Environnement ;*

*Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;*

*Vu le décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles ;*

*Vu le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;*

*Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2022 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2019 établissant un formulaire relatif aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles (IED/IPPC) ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux (Moniteur belge du 14 mars 2003) ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (Moniteur belge du 18 avril 2005) ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre 1er du Code de l'environnement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols (M.B. du 29/03/2019) ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols ;*

*Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2016 établissant un formulaire relatif à la gestion des risques industriels - Non Seveso ;*

*Considérant qu'une demande de permis d'urbanisme a été introduite par ECORE BELGIUM S.A., représentée par Monsieur PITAVY Olivier, dont les bureaux se trouvent sur le Zoning Industriel à 6790 AUBANGE pour un bien sis Zoning Industriel à 6790 AUBANGE ; cadastré Division l, section A n°1760E, n°1760C, n°1843P, n° 1843T et ayant pour objet : l'ajout d'un pré-broyeur de déchets métalliques, créer un bâtiment destiné aux activités de dépollution des DEEE, régulariser le volume de la cuve fixe d'oxygène et modifier les conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques ;*

*Considérant que la présente demande de permis d'environnement est concernée par les rubriques suivantes :*

*90.21.13 (Centre de regroupement et de tri de déchets : Installation de regroupement ou de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques) ;*

*90.22.13 (Centre de prétraitement et de récupération de déchets : Installation de prétraitement de déchets d'équipements électriques et électroniques) ;*

*90.22.02.02.A (Centre de prétraitement et de récupération de déchets : Installation de prétraitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées sous 90.22.13, d'une capacité de traitement égale ou supérieure à 100.000 T/an, dans toute les zones sauf en zone d'habitat et en zone d'habitat à caractère rural) ;*

*90.22.02.01.A (Centre de prétraitement et de récupération de déchets : Installation de prétraitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées sous 90.22.13, d'une capacité de traitement inférieure à 100.000T/an, dans toutes les zones sauf en zone d'habitat et en zone d'habitat à caractère rural) ;*

*63.12.16.03.01.02 (Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz. Comburants de catégorie l dont les quantités sont supérieures ou égales à 1T) ;*

*Considérant que le dossier a été déposé à l'Administration communale en date du 12/04/2022, que le dossier a été transmis au Fonctionnaire Technique en date du 12/04/2022 ;*

*Considérant que la demande de permis unique a fait l'objet d'une incomplétude en date du 04/05/2022 ;*

*Considérant que la demande a été jugée complète et recevable le 05/07/2022, par le Fonctionnaire Technique et le Fonctionnaire Délégué du Service public de Wallonie ;*

*Considérant qu'une enquête publique a été organisée du 16/08/2022 au 30/08/2022, que cette enquête publique n'a donné lieu à aucunes réclamations écrites ou orales ;*

*Considérant que la demande a fait l'objet de la publicité requise par les articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du livre 1er du Code de l'Environnement ;*

*Vu que le bien est situé au sein du Parc Naturel de Gaume ;*

*Vu que le bien se localise dans le zoning industriel de la localité d'Aubange ;*

*Vu que la parcelle se situe dans la zone du Guide Régional d'urbanisme ;*

*Vu que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique Semois-Chiers approuvé par le Gouvernement Wallon le 22 décembre 2005 qui reprend celui-ci en zone collective ;*

*Vu l'inscription du bien en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur Sud Luxembourg (arrêté royal du 27/03/1979) ;*

*Vu que le bien est situé au sein du périmètre du Schéma de Développement Communal adopté le 24/06/1991 ;*

*Vu que le bien est situé en zone « pêche » à la base de données de l'Etat des Sols ;*

*Vu que le bien est repris dans le périmètre de reconnaissance économique ;*

*Vu que le bien est soumis à l'application du Guide Communal d'Urbanisme approuvé le 24/06/1991 qui reprend celui-ci en aire industrielle, Titre VI ;*

*Vu que le bien est en zone d'aléa d'inondation élevé ;*

*Vu que le bien est situé à une distance inférieure à 250 mètres d'une canalisation de gaz Fluxys ;*

*Vu que le bien est traversé par un axe de ruissellement concentré ;*

*Vu que la parcelle est concernée par la carte archéologique ;*

*Vu l'autorisation n°D3100/81004/PPEIE/2018/2/MS/bd-PU d'un permis unique en cours de validité, délivré par le Fonctionnaire délégué et le Fonctionnaire technique en date du 25 mars 2020 pour un terme expirant le 25 novembre 2039, ayant pour objet le renouvellement et l'extension de permis ;*

*Vu l'autorisation n° 10003262 d'un permis complémentaire en cours de validité, délivré par le Fonctionnaire technique en date du 21 janvier 2022 pour un terme expirant le 25 novembre 2039, ayant pour objet la révision des conditions particulières d'exploitation d'un établissement soumis à permis d'environnement ;*

*Considérant que la première demande concerne l'installation d'un auvent métallique courbé au niveau de la zone de dépôts des déchets VHU à dépolluer, que cet auvent est placé sur une structure légioblock en béton déjà existante et que la toiture de cet auvent sera composée d'arceaux métalliques s'élevant à une hauteur de 3,6 mètres au-dessus des mégablocs ;*

*Considérant que la deuxième demande est une transformation de bâtiments industriels visant l'installation de traitement des effluents gazeux, que les bâtiments conservent leur superficie originelle, que les modifications apportées concernent uniquement le rehaussement des toitures suite aux placement des installations techniques dans le bâtiment et non plus sur la toiture et la modification de l'escalier métallique extérieur et la modification des systèmes d'évacuation/traitement des eaux pluviales ;*

*Considérant que la troisième demande concerne la construction d'un bâtiment pour abriter l'activité de dépollution de DEEE, qu'il se compose d'un soubassement en structure legioblock surmonté d'un bardage vertical en rôles d'acier galvanisé de couleur gris ardoise (RAL7022), que la toiture à deux pans est recouverte également de tôles d'acier galvanisé du même ton que le bardage de façade, que le faîte sera recouvert d'une voûte de désenfumage filante sur toute la longueur du bâtiment ;*

*Considérant que la quatrième demande concerne l'installation d'un pré-broyeur sur le site afin de répondre aux besoins du secteur de recyclage, que le prébroyeur sera posé sur des fondations en béton et que ce dernier sera relié à un conteneur hydraulique et électrique ;*

*Considérant que le projet ne comporte aucun écart au Guide Communal d'Urbanisme ;*

*Considérant que le prébroyeur faisant l'objet de la demande est un équipement complémentaire au prébroyeur existant visant à augmenter la capacité de prébroyage, que la capacité de broyage reste identique ;*

*Considérant que cette installation permet d'augmenter la proportion de déchets prébroyés en amont du broyage, sans augmenter la quantité totale de déchets broyés ;*

*Considérant que le site est déjà autorisé à réaliser la dépollution de DEEE, que cette activité se déroule sous un dispositif couvert mobile (tentes), que ce dernier sera remplacé par la création d'un bâtiment pour accueillir cette activité qui permettra d'améliorer les conditions de travail des salariés réalisant cette dépollution ;*

*Considérant que le demandeur s'engage à traiter et valoriser les déchets qui lui sont remis, que les opérations de dépollution de DEEE consistent à retirer les éléments dangereux et que les DEEE sont ensuite broyés sur site et valorisé à plus de 85% ;*

*Considérant qu'il n'y a pas d'étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Considérant que les effets du projet sur l'environnement concernent plusieurs facteurs notamment les nuisances sonores générées par le prébroyeur ; que l'activité de pré-broyage est susceptible de produire des poussières diffuses limitée au maximum (vitesse de rotation des crocs de déchiquetage allant de 3 à 4 tours/min) ; que le projet vise la régularisation du volume de cuve fixe d'oxygène de 26358 litres et la modification des conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques ;*

*Considérant que les eaux sont traitées par un débourbeur, séparateur à hydrocarbures, qu'il n'est pas prévu de modifier le traitement des eaux en place ;*

*Considérant que l'intégration du projet est pertinente au vu du contexte et de l'activité industrielle de l'entreprise, que l'ensemble des installations permettent de répondre aux besoins du secteur du recyclage et ne compromettent pas davantage les incidences liées à l'environnement ;*

*Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles sont subordonnées le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme, de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que rétablissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de rétablissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégé en qualité de travailleur, ainsi qu'assurer le bien-être animal et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;*

*Vu ce qui précède ;*

*EMET un avis favorable sur la demande de permis unique."*

Vu l’avis **favorable** de l’instance SPW ARNE - DRCB - DDR - Cellule GISER, envoyé le **04/08/2022**,rédigé comme suit :

*"AVIS FAVORABLE*

*Motivation*

*Un axe de concentration naturel du ruissellement est cartographié sur la bordure nord de la parcelle par le modèle topographique LIDAXES. Toutefois, le terrain ne présente pas de thalweg ou de vallon sec à l'endroit du projet et celui-ci ne fait pas obstacle à l'écoulement naturel. Le terrain forme un relief non structuré, fortement remanié. Le projet ne semble pas soumis à un risque naturel majeur d'inondation par ruissellement."* ;

Vu l’avis **favorable** de l’instance Agence wallonne du Patrimoine - Direction opérationnelle de la zone centre, envoyé le **19/08/2022**,rédigé comme suit :

*"Vu le Code wallon du Patrimoine (ci-après : « le CoPat ») ;*

*Vu le Code du Développement Territorial, l'article D.IV.35, alinéa 3.*

*Vu le dossier de demande de permis d'urbanisme ;*

*Considérant que le projet est repris dans la carte archéologique ;*

*Considérant que l'AWaP n'émet aucune remarque sur le projet ;*

*Au regard de l'ensemble des motifs précités, l'AWaP remet un avis simple favorable concernant la demande mieux identifiée sous objet.*

*Par ailleurs, en cas de découverte d'un bien ou d'un site archéologique dans le cadre de la mise en œuvre du permis, une déclaration de découverte fortuite doit être adressée à la commune et l'AWaP dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la découverte fortuite conformément à l'article 40 du CoPat."* ;

Vu l’avis **favorable** de l’instance SPW MI - DR Namur Luxembourg - Direction des routes du Luxembourg, envoyé hors délai le **01/09/2022**,rédigé comme suit :

*"Considérant que le projet consiste en la création d'un bâtiment + broyeur en retrait du bâti existant et d'autre machine fixe. Je marque mon accord sur les plans n° B-2021-002 du bureau d'architecte Swenen et autorise la réalisation des travaux."* ;

Vu l’avis **favorable** de l’instance IDELUX Développement, envoyé hors délai le **09/09/2022**,rédigé comme suit :

*"Suite à votre demande d'avis reçue en date du 1er août 2022 concernant le dossier repris sous-rubrique, nous vous informons que nous n'avons pas de remarque à formuler."* ;

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance S.W.D.E. - Société wallonne des eaux, envoyé le **11/08/2022**,rédigé comme suit :

*"Le bien renseigné est situé ± 300 mètres de notre prise d’eau d’Aubange "Aubange P6" – en partie à l'intérieur du périmètre de la zone de prévention rapprochée IIA et une autre partie à l’intérieur du périmètre de la zone de prévention éloignée IIB (Arrêté Ministériel du 05/09/2007, publié au Moniteur belge 25/09/2007). Le projet pourrait représenter un risque direct pour celle-ci.*

*En conséquence, les mesures prévues dans les articles R 164 et suivants de la partie réglementaire Livre II du Code de l'Environnement contenant le code de l'eau sont d’application.*

*En particulier :*

*En zone II A rapprochée :*

* + *les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées ne peuvent avoir lieu que par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux étanches ;*
	+ *les aires de stationnement de plus de 5 véhicules automoteurs sont rendues étanches et pourvues d'un dispositif de collecte des liquides vers un séparateur d'hydrocarbures ;*
	+ *les nouvelles parties de voiries traversant la zone sont pourvues de systèmes de collecte étanches retenant tous liquides ou matières qui y seraient déversés accidentellement ;*
	+ *lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de 2 mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme ou de permis unique soumise à l'avis de le direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie, celle-ci recueille l'avis de l'exploitant de la prise d'eau et de l'Administration au cours de l'instruction de la demande.*

*Dans les zones de prévention IIA et IIB :*

* + *la manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides ;*
	+ *les liquides contenant des substances de la liste I ou II, les hydrocarbures liquides, les huiles et lubrifiants sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables équipées d’un système de collecte garantissant l’absence de tout rejet liquide.*

*Compte tenu de la proximité du site de prise d'eau, la SWDE demande que les dispositions complémentaires suivantes soient impérativement respectées sur le chantier et lors de l'exécution des travaux :(…) f. Conditions particulières]" ;*

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance IDELUX Eau, envoyé le **17/08/2022**,rédigé comme suit :

*"Selon les informations reprises au PASH, ce projet se situe en zone d'assainissement collectif avec égout séparatif (égout connecté à la station d'épuration d'AUBANGE accompagné d'une voie artificielle d'écoulement pour l'évacuation des eaux claires).*

*Considérant que :*

* + *le dossier est constitué de 4 demandes distinctes dont 2 ont un impact sur la gestion des eaux : construction d'un auvent sur la zone de dépôt des VHU et d'un bâtiment pour abriter l'activité de dépollution des DEEE,*
	+ *ces 2 demandes ne produiront que des eaux pluviales dont l'exutoire final est le cours d'eau « le Broch »,*
	+ *in fine, aucune eau pluviale ne sera dirigée vers la station d'épuration d'Aubange,*

*notre avis sur ce projet est favorable moyennant la prise en considération des remarques énoncées ci-après.*

*Il convient donc de .*

* + *contacter le gestionnaire de la voie artificielle d'écoulement et le gestionnaire du milieu récepteur (cours d'eau le Broch) préalablement à tout déversement d'eaux afin de déterminer les conditions des déversements,*
	+ *assurer l'entretien régulier du séparateur d'hydrocarbures en amont du bassin de rétention*
	+ *ne pas faire transiter les eaux pluviales de toiture dans le séparateur d'hydrocarbures.*

***Une autorisation écrite du collège communal doit être demandée pour le raccordement à l'égout.***

*La cellule GISER du SPW ARNE doit être consultée concernant le risque naturel majeur d'inondation par ruissellement concentré auquel le projet est soumis.*

*Le gestionnaire du captage doit être consulté pour connaitre les éventuelles mesures de protection à prévoir."* ;

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance Service Technique Provincial - Direction des Cours d'eau du Luxembourg, envoyé le **10/08/2022**,rédigé comme suit :

*"Le ruisseau Le Brull est le milieu récepteur des eaux pluviales. Il s'agit d'un cours d'eau non navigable de 2ème catégorie dont la gestion incombe à la Province.*

*Le projet est situé en dehors de la zone d'aléa d'inondation telle que définie par la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique Chiers, adoptée par Arrêté du Gouvernement wallon le 19 décembre 2013 (MB 09/01/2014).*

*Attendu le Titre V « Cours d'eau » du Code de l'Eau, attendu la Circulaire administrative du Service Public de Wallonie, datée du 03/05/2018, relative à la prise en compte des aspects de prévention et de lutte contre les risques d'inondation par débordement de cours d'eau, par ruissellement et coulées boueuses dans la délivrance de permis ;*

*Nous vous transmettons un avis technique favorable conditionnel. Les conditions reprises ci-dessous seront suivies : (...) [Cf. Conditions particulières]" ;*

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance INFRABEL, envoyé le **24/08/2022**,rédigé comme suit :

*"Votre courrier du 28 juillet 2022 a retenu toute notre attention.*

*Nous marquons notre accord de principe sur cette demande, pour autant que les prescriptions suivantes soient respectées :*

* + *La construction et les aménagements extérieurs ne pourront en aucun cas empiéter sur le domaine du chemin de fer.*
	+ *Les parcelles de terrain concernées sont situées dans la zone asservie du Chemin de fer et tombent sous l'application de la loi du 27 avril 2018, donnant les prescriptions à respecter pour les plantations et les constructions aux abords du chemin de fer. Nous attirons particulièrement l’attention sur les articles (ou extraits d’articles) suivants :*

*CHAPITRE 3 - Mesures relatives à la conservation des chemins de fer et à la sûreté de leur exploitation*

*(…) [Cf. Conditions Particulières] " ;*

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance Agence Wallonne de l'Air et du Climat, envoyé hors délai le **05/09/2022**,rédigé comme suit :

*"1.Examen de la demande*

*Suite à votre courrier mieux défini sous rubrique, je vous informe que mes services émettent globalement un avis favorable partiellement sous conditions.*

*Plus particulièrement :*

* + *L'AwAC émet un avis favorable sous conditions pour les demandes d'ajouter un prébroyeur de déchets métalliques, créer un bâtiment destiné aux activités de dépollution des DEEE. Les conditions particulières visant les émissions atmosphériques dans les permis existants sont étendues à ces nouvelles installations.*
	+ *L'AwAC émet un avis favorable partiellement à la demande de l'exploitant de modifier les conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques figurant dans le PU du 25/03/2020.*

*A. L'exploitant souhaite que la référence de sols peu pollués autrichiens soit remplacée par les valeurs des retombées mesurées à Havelange, comme cela a été le cas pour d'autres broyeurs en Wallonie.*

*Réponse AwAC :*

*L'AwAC accepte cette modification. En effet, les mesures de contamination de fond dans les prairies autrichiennes étaient les seules références dont disposait l'AwAC lors de la rédaction de son avis du 21/01/2020 dans le cadre de la demande de renouvellement, d'extension et de mise en conformité IPPC du permis (dossier 40276, PU délivré le 25/03/2020). Depuis, les valeurs de référence en matière de contamination de retombées atmosphériques ont été déterminées sur base de mesures pratiquées en Wallonie et elles sont substituées aux valeurs issues de l'étude concernant la contamination de surface des prairies autrichiennes.*

*🡺 L'article 33 est modifié de la manière reprise ci-dessous.*

*B. L'exploitant souligne que les valeurs limites en POPs dans les retombées atmosphériques (Art. 33) sont exprimées en concentrations (ng/kg de poids sec) et non en quantités de polluants (p.ex. ng/m².j). Suite à la mise en service de dispositifs d'abattement supplémentaires en octobre 2021 (filtre à manches, ultrafiltration, filtre à charbon actif) et la mise en place de mesures d'abattement des émission diffuses (brumisateur), l'exploitant constate que la quantité totale de poussières et de POPs émises a bien diminué. Néanmoins, les limites fixées pour les retombées lui semblent inatteignables car la concentration en POPS des poussières émises est restée similaire (les POPs seraient émis en grande partie sous forme particulaire). Les améliorations (i.e. la diminution des émissions) ne seraient donc à cause de cela pas mesurables par la mesure de la concentration seule.*

*Réponse AwAC :*

*En principe, les poussières contaminées en POPS émises par ECORE sont diluées au niveau des jauges par des poussières non contaminées en POPs (poussières minérales de sol, poussières organiques de récoltes, poussières de prétraitement voisin de déchets inertes,...). Puisque les quantités de POPs émises ont diminué, la concentration en POPS dans les retombées totales devrait logiquement diminuer, sauf s'il existe d'autres sources de POPS à proximité des jauges.*

*La métrique choisie par l'AwAC pour mesurer les retombées en POPS autour des broyeurs de métaux en Wallonie ne vise pas à quantifier ces retombées mais à évaluer leur impact toxicologique en estimant le risque consécutif à l'exposition de la population à ces toxiques, l'indicateur utilisé classiquement étant le comportement PICA des enfants (ingestion de poussières contaminées par le comportement main-bouche).*

*La quantité de poussières ingérées par comportement pica est supposée fixe (p.ex. par un jeune enfant qui se déplace « à 4 pattes » sur une terrasse et met régulièrement ses mains salies en bouche). C'est donc la concentration des poussières en POPS qui est critique.*

*Pour des raisons sanitaires, l'AwAC a donc estimé que la mesure et la limitation de la concentration étaient prioritaire. Néanmoins, une limitation de la quantité des retombées en POPS serait également pertinente vu le caractère persistant des POPs et leur accumulation dans l'environnement engendrant un risque croissant d'intoxication des organismes vivants.*

*Ce paramètre serait également un outil de suivi des améliorations apportées aux installations et activités. L'exploitant dispose des valeurs de retombées totales en poussières à chaque jauge. Avec ces données, il peut estimer la quantité totale de POPs et suivre l'évolution de ce paramètre.*

*C. L'exploitant demande de transformer les valeurs limites des retombées en POPs en valeurs cibles et cite le passage suivant : « Les valeurs cibles sont considérées comme un instrument d'amélioration continue. Tant que les valeurs cibles ne sont pas atteintes, l'exploitant recherche à réduire l'impact de ses activités et tient son PRED à jour en renforçant les mesures de prévention ou d'abattement des émissions diffuses de particules ».*

*Réponse AwAC*

*Le permis d'autres broyeurs impose effectivement des valeurs cibles au lieu de valeurs limites. La question n'est néanmoins pas résolue définitivement. En attendant, le SPW accepte de transformer les valeurs limites en valeurs cibles.*

*🡺 L'article 33 est modifié de la manière reprise ci-dessous.*

*D. L'exploitant demande que les valeurs cibles soient adaptées en fonction de l'usage réel (industrie, habitat, agricole,...) de la zone sur laquelle se trouve chaque jauge Owen, en particulier en limite d'exploitation où les retombées sont les plus importantes.*

*Réponse AwAC :*

*L'AwAC (l'UE aussi) n'a jamais modulé les valeurs limites/cibles qu'elle prescrit à l'immission en fonction de l'usage d'une zone (peu importe donc si des enfants, qui sont la référence de la méthode pica, fréquentent réellement la zone ou non). Elle estime que la pollution doit être limitée de la même façon sur tout le territoire. Une telle modulation n'est pas envisagée.*

*Il arrive par contre que l'AwAC diminue les valeurs limites à l'émission d'un établissement si d'autres sources d'émissions sont présentes à proximité.*

*🡺 Aucune modification n'est donc proposée par l'AwAC.*

*2.   Conditions particulières d'exploitation*

*(...) [Cf. Conditions particulières]"* ;

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance Zone de Secours Luxembourg, envoyé hors délai le **14/09/2022**,rédigé comme suit :

*"INFORMATIONS GÉNÉRALES*

*Les mesures prescrites dans le présent rapport visent prioritairement à prévenir la naissance, le développement et la propagation d’un incendie, à assurer la sécurité des personnes, à doter l’établissement des premiers moyens d’extinction, à contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices éventuelles d’incendie et à faciliter de façon préventive l’intervention des services de secours. Ces prescriptions sont seulement destinées à apporter des précisions dans le cadre d’applications particulières à la réglementation spécifique en vigueur. Seul le texte intégral de cette réglementation et des éventuelles dérogations accordées par l’autorité compétente suivant la procédure réglementaire servira de base à l’élaboration du projet par le maître d’œuvre et à la réception de l’ouvrage. En aucun cas, il ne pourra être argué de la relative imprécision des clauses du présent rapport. En l’absence de réglementation spécifique, le présent rapport constitue l’ensemble des mesures minimales à prendre pour apporter un niveau de sécurité satisfaisant au regard de notre expérience et de nos connaissances au moment de l’étude du dossier.*

*Seuls sont valides et applicables les méthodes, matériaux, systèmes constructifs et installations ou équipements techniques disposant de tous les agréments délivrés par les instances compétentes ou par des organismes agréés, certifiés ou accrédités dans les domaines concernés. Les membres du service d’incendie ne sont pas habilités à délivrer de tels agréments.*

*Pour les travaux qui ne font pas l’objet d’une réception par un organisme de contrôle indépendant, la vérification de la bonne exécution des travaux sera réalisée par le maître d’œuvre dans le cadre de sa mission de suivi de chantier. La conformité de l’exécution de ces travaux aux agréments, normes et règlements sera attestée par le maître d’œuvre dans le cadre de sa mission ou, à défaut, par un technicien compétent dans la discipline concernée.*

*Lorsqu’il est fait référence à une norme ou une spécification technique dans la réglementation ou dans notre rapport, l’application de ces textes devient contraignante.*

*Nous attirons votre attention sur le caractère payant de nos prestations. Les tarifs appliqués sont fixés dans le règlement de facturation de la Zone de secours Luxembourg ; règlement consultable sur le site internet www.zslux.be dans l’onglet « avis de prévention/coût des prestations de prévention contre l’incendie ».*

*RÉFÉRENTIELS D’APPLICATION ET/OU DE CONSULTATION*

*Les remarques reprises au présent rapport — relatives aux mesures de sécurité, de prévention, de protection et de lutte contre les risques d’incendie, d’explosion et de panique à réaliser — ont été établies sur base des normes belges ou à défaut étrangères, règlements, codes de bonnes pratiques et/ou expérience professionnelle du technicien en prévention en la matière.*

*Dans le cadre du présent rapport, les textes suivants sont d’application et/ou ont été consultés pour base de référence :*

* + *Article 135 de la nouvelle loi communale ;*
	+ *Nouveau Règlement général sur les installations électriques, approuvé par l’arrêté royal du 8 septembre 2019 (Livre 1, livre 2 et livre 3) ;*
	+ *Circulaire Ministérielle du 14 octobre 1975 concernant les ressources en eau d’extinction ;*
	+ *Loi du 04 août 1996 relative au bien-être au travail ainsi qu’à l’ensemble de ses Arrêtés (Code du bien-être au travail du 28 avril 2017) ; en particulier :*
		- *Code du bien-être au travail, Livre III.- Lieux de travail, Titre 6.- Signalisation de sécurité et de santé,*
		- *Code du bien-être au travail, Livre III. - Lieux de travail, Titre 3. - Prévention de l'incendie sur les lieux de travail,*
	+ *Arrêté royal du 7 juillet 1994 (et ses arrêtés modificatifs) fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire ;*
	+ *Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT) ;*

*ANALYSE | EXPERTISE*

*1. DESCRIPTION*

*La demande porte pour sa partie urbanistique sur 4 bâtiments :*

* + *Un auvent sur un bâtiment ouvert*
	+ *Un pré broyeur, installation ouverte, sans bâtiment.*
	+ *Un bâtiment pour le traitement des effluents gazeux pour lequel un avis a été rendu en date du 9 mars 2021, référencé PR19-03445-02-R-XL-XS-20210309. Le bâtiment est construit.*
	+ *Un bâtiment pour la dépollution des déchets d’équipements électriques et électroniques pour lequel un avis a été rendu en date du 13 juillet 2021, référencé PR19-03445-04-R-XL-XS-20210713. Le bâtiment est à construire.*

*2. AVIS DU TECHNICIEN EN PRÉVENTION.*

*2.1. UN AUVENT SUR UN BÂTIMENT OUVERT*

*Pas de remarque sur cette construction.*

*2.2. UN PRÉ BROYEUR (INSTALLATION OUVERTE, SANS BÂTIMENT.*

*Cette installation ne peut réduire le passage des véhicules.*

*2.3. UN BÂTIMENT POUR LE TRAITEMENT DES EFFLUENTS GAZEUX POUR LEQUEL UN AVIS A ÉTÉ RENDU EN DATE DU 9 MARS 2021, RÉFÉRENCÉ PR19-03445-02-R-XL-XS-20210309.*

*Les bâtiments (bâtiment principal et techniques) ont été construit conformément aux plans et remarques de notre rapport.*

*Il faut encore placer des moyens d’extinction en fonction des risques.*

*Le charbon actif est protégé par une installation de sprinklage au CO2.*

*Un PV de contrôle des installations électriques doit pouvoir être présenté.*

*2.4. UN BÂTIMENT POUR LA DÉPOLLUTION DES DÉCHETS D’ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES POUR LEQUEL UN AVIS A ÉTÉ RENDU EN DATE DU 13 JUILLET 2021, RÉFÉRENCÉ PR19-03445-04-R-XL-XS-20210713. LE BÂTIMENT EST À CONSTRUIRE.*

*Il y a lieu de respecter le rapport en question.*

*CONCLUSIONS ET AVIS DE LA ZONE DE SECOURS*

*Conclusions du technicien en prévention représentant la Zone de secours :*

*1. Un avis favorable est émis pour la délivrance du permis d'urbanisme conditionné à la réalisation des aménagements et travaux conformément aux plans, et à la prise en compte des remarques du présent rapport, et en particulier les points 2.3 et 2.4*

*Conclusion de la Zone de secours*

*Un rapport de prévention favorable moyennant le respect des conditions reprises au présent rapport."*;

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance SPW ARNE - DSD - Direction des infrastructures de gestion et de la politique des déchets, envoyé hors délai le **14/09/2022**,rédigé comme suit :

*"Dans le cadre du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement, la Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets a été saisie de la demande visée sous objet, introduite par la s.a. ECORE BELGIUM.*

*Cette demande vise à obtenir l’autorisation d’étendre :*

* + *une installation de tri/regroupement, de prétraitement et de valorisation de déchets non dangereux ;*
	+ *une installation de regroupement de déchets dangereux ;*
	+ *une installation de regroupement et de prétraitement de DEEE ;*
	+ *une installation de démantèlement/dépollution de VHU.*

*En particulier, la demande vise :*

* + *l’ajout d’un prébroyeur de déchets métalliques ;*
	+ *la construction d’un bâtiment destiné aux activités de prétraitement de DEEE.*

*Dans le cadre de l’activité pour laquelle l’autorisation est sollicitée, la requérante génèrera :*

* + *des déchets non dangereux composés principalement d’emballages non contaminés, de déchets plastiques, de déchets métalliques, de déchets de papier/carton ;*
	+ *des déchets dangereux : piles et accumulateurs, néons, huiles usagées, boues contaminées de séparateur eau-hydrocarbures, emballages contaminés par des substances dangereuses, chiffons et absorbants contaminés par des substances dangereuses.*

*Les rubriques de classement suivantes sont d’application en matière de déchets dans le cadre de la présente demande :*

*90.21.02.02 – classe 2  :    Installation de regroupement ou de tri de déchets non dangereux à l’exclusion des installations visées sous 90.21.11, 90.21.12, 90.21.13 et 90.21.15 lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 15 tonnes.*

*90.21.04.02 – classe 2  :    Installation de regroupement ou de tri de déchets dangereux tels que définis à l’article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l’exclusion des installations visées sous 90.21.11 90.21.13, 90.21.14 et 90.21.15, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 50 tonnes.*

*90.21.06.01 – classe 2 : Installation de regroupement ou de tri de PCB/PCT tels que définis à l’article 1er, 1°, de l’arrêté de l’Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 20 tonnes.*

*90.21.13 – classe 2 : Installation de regroupement ou de tri de déchets d’équipements électriques et électroniques (DEEE).*

*90.22.02.02 – classe 2* *: Installation de prétraitement de déchets non dangereux, à l’exclusion des installations visées sous 90.22.13, d’une capacité de traitement égale ou supérieure à 100.000 t/an.*

*90.22.13 – classe 2  : Installation de prétraitement de déchets d’équipements électriques et électroniques (DEEE).*

*90.22.14 – classe 2 : Centre de démantèlement, de dépollution de véhicules hors d’usage et de récupération de pièces de véhicules hors d’usage :*

*Véhicule hors d’usage : tout véhicule qui ne peut plus être utilisé conformément à sa destination initiale, à l’exclusion d’un véhicule qui fait l’objet d’un litige sur lequel il reste à statuer, par exemple :*

* + *tout véhicule dont l’état technique ne lui permet plus de voler, de naviguer ou de circuler sur la voie publique, les rails ou les voies navigables;*
	+ *tout véhicule non immatriculé.*

*Ne sont pas considérés comme véhicules hors d’usage :*

* + *les véhicules de collection entreposés dans un local fermé qui leur est réservé;*
	+ *les véhicules exclusivement réservés au transport sur chemins et chantiers privés;*
	+ *les véhicules réservés aux activités didactiques, d’exposition ou de commémoration;*
	+ *les véhicules du marché d’occasions.*

*90.22.15 – classe 2 : Centre de destruction des véhicules hors d’usage et de prétraitement des métaux ferreux et non ferreux :*

*Véhicule hors d’usage : tout véhicule qui ne peut plus être utilisé conformément à sa destination initiale, à l’exclusion d’un véhicule qui fait l’objet d’un litige sur lequel il reste à statuer, par exemple :*

* + *tout véhicule dont l’état technique ne lui permet plus de voler, de naviguer ou de circuler sur la voie publique, les rails ou les voies navigables;*
	+ *tout véhicule non immatriculé.*

*Ne sont pas considérés comme véhicules hors d’usage :*

* + *les véhicules de collection entreposés dans un local fermé qui leur est réservé;*
	+ *les véhicules exclusivement réservés au transport sur chemins et chantiers privés;*
	+ *les véhicules réservés aux activités didactiques, d’exposition ou de commémoration;*
	+ *les véhicules du marché d’occasions.*

*90.23.02.02 – classe 2 : Installation de valorisation ou d’élimination de déchets non dangereux, à l’exclusion des installations de compostage et de biométhanisation et des installations visées sous 90.23.03 et 90.23.14, d’une capacité de traitement supérieure ou égale à 500 t/jour.*

*En suite à votre courrier du 28 juillet 2022, j’émets un avis favorable par rapport à la demande introduite par la s.a. ECORE BELGIUM, moyennant le respect des prescriptions :*

* + *du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;*
	+ *du décret du 05 décembre 2008 portant assentiment de l’accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d’emballages;*
	+ *du décret du 01 mars 2018 relatif à la gestion et à l’assainissement des sols;*
	+ *de l’A.E.R.W. du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;*
	+ *de l’A.E.R.W. du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées;*
	+ *de l’A.G.W. du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux;*
	+ *de l’A.G.W. du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);*
	+ *de l’A.G.W. du 05 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets;*
	+ *du règlement (UE) n° 333/2011 du Conseil du 31 mars 2011 établissant les critères permettant de déterminer à quel moment certains types de débris métalliques cessent d’être des déchets au sens de la directive 2008/98/CE du Parlement et du Conseil;*
	+ *du règlement (UE) n°715/2013 de la Commission du 25 juillet 2013 établissant les critères permettant de déterminer à quel moment les débris de cuivre cessent d’être des déchets au sens de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil;*
	+ *des conditions particulières jointes en annexe qui visent à compléter et se substituer aux conditions particulières relatives à la gestion des déchets actuellement applicables à l’établissement.*

*Ces conditions ne préjudicient en rien aux impositions que votre Service jugerait nécessaire de proposer en vue d’obvier aux divers dangers, nuisances et inconvénients auxquels cette exploitation pourrait donner lieu et qui relèvent de sa compétence exclusive."* ;

Vu l’avis **favorable sous conditions** de l’instance SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des pollutions – Cellule IPPC, comprenant les avis coordonnés de la Direction des Eaux Souterraines, de la Direction des Eaux de surface, de la Cellule bruit et du Service RAM (risques d'accidents majeurs), envoyé hors délai le **10/10/2022**,rédigé comme suit :

*"1. Examen de la demande*

*1.1. Description succincte du projet*

*L’établissement ECORE est un établissement existant actif dans la dépollution et la destruction de Véhicules Hors d’Usage (VHU), le démantèlement et la dépollution de déchets d’équipements électriques et électroniques (DEEE), le broyage et le cisaillement de déchets métalliques.*

*L’objet de la demande de permis porte sur :*

* + *l’installation d’un prébroyeur ;*
	+ *l’installation d’un bâtiment destiné à accueillir les activités de dépollution des DEEE ;*
	+ *la modification des conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques ;*
	+ *la régularisation du volume de la cuve fixe d’oxygène.*

*Le site est implanté en zone d’activité économique industrielle au plan de secteur, et il est entouré de zones d’habitat et zones d’habitat à caractère rural. Les habitations les plus proches situées à l’Est du site sont localisées à moins de 500mètres en zones d’habitat alors que celles situées au nord le sont à plus de 500mètres.*

*1.2. Classement au regard de la Directive IED*

*Ecore procède au broyage de VHU et DEEE. Par sa capacité de broyage, l’établissement relève de la catégorie 5.3. b iv de l’annexe XXIII de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d’exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement intitulée : « Valorisation, ou un mélange de valorisation et d’élimination, de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entrainant une ou plusieurs des activités suivantes, à l’exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.*

*Ecore est donc soumis aux obligations du décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles et de l’Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l’environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles. Ces textes réglementaires transposent, en Région wallonne, la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (directive « IED »).*

*Les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d’émission associés aux MTD (NEA-MTD) concernant le projet de Ecore sont reprises dans :*

* + *la Décision d’exécution de la Commission établissant les Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (CMTD WT) publiée le 17 août 2018 ;*
	+ *le « Reference Document on Best Available Techniques on Emissions from storage » (Bref EFS) adopté en juillet 2006.*

*1.3. Incidences prévisibles sur les eaux de surface*

*Les modifications concernées par la présente demande n’engendrent aucun rejet d’eau complémentaire par rapport à la situation préexistante à l’exception d’eaux pluviales qui seront gérées conformément aux dispositions de l’article R. 277 du Livre II du Code de l’Environnement, contenant le Code de l’Eau relatif au règlement général d’assainissement collectif des eaux urbaines résiduaires.*

*Néanmoins, la construction d’un bâtiment destiné à accueillir les activités de dépollution des DEEE répond à la MTD 19 e des CMTD WT qui consiste à couvrir les zones de traitement et de stockage des déchets afin de réduire les rejets dans les eaux.*

*1.4. Incidences prévisibles sur l’atmosphère*

*1.4.1. Rejets issus du prébroyeur*

*Ecore dispose actuellement d’un prébroyeur et souhaite en installer un deuxième complémentaire afin d’avoir une capacité de prébroyage plus importante.*

*Le prébroyage est une MTD décrite à la MTD 37 des CMTD WT.*

*Une plus grande capacité de prébroyage permettra d’augmenter les avantages au niveau de l’étape de broyage.*

*Les émissions au niveau du prébroyeur sont diffuses.*

*Des dispositions en vue de limiter ces émissions de particules sont à prévoir. Elles ont été prévues par l’AwAC dont son avis référencé AwAC/SC/OD/MD/05092022 qui propose d’étendre les conditions du permis actuel relatives à la limitation des émissions de poussières diffuses aux nouvelles installations. Ces conditions permettent de répondre aux MTD 14 des CMTD WT visant à réduire les émissions diffuses de poussières.*

*1.4.2. Retombées atmosphériques*

*La demande d’Ecore porte également sur la modification des conditions particulières relatives à la surveillance des retombées atmosphériques.*

*Les CMTD WT ne décrivent pas de surveillance ni de niveau d’émission pour les émission diffuses atmosphériques. Des valeurs limites sont imposées dans les autorisations actuelles pour les substances visées par l’annexe II de la Directive IED conformément à son l’article 14.1.a).*

*La demande d’Ecore porte sur une modification de ces normes. L’AwAC dans son avis accepte de transformer les valeurs limites en valeurs cibles. Cette modification ne va pas à l’encontre des CMTD WT.*

*1.5. Normes de niveaux sonores*

*1.5.1. Normes applicables*

*En référence aux conditions particulières en matière de bruit stipulées dans le permis d’exploitation accordé en mars 2020, les limites de bruit applicables sont celles du tableau 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

*Dès lors, les normes à respecter, dans un périmètre de 500 mètres autour de la zone d’activité économique industrielle, sont de 60 dB(A) la journée (7h-19h), 55 dB(A) en période de transition et le dimanche (6h-7h /19h-22h), et 50 dB(A) la nuit (22h-6h).*

*En outre, l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 précise que : "Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction".*

*Le bruit particulier lié à l'exploitation de l'établissement est donc examiné hors charroi.*

*1.5.2. Etude acoustique et analyse du projet*

*La demande est accompagnée d’une étude acoustique réalisée au mois de septembre 2021 par le laboratoire agréé SGS. Focalisée sur le prébroyeur à installer, l’étude est complémentaire à celles effectuées antérieurement (10/02/2015, 03/07/2019) aux cours desquelles des mesures avaient été effectuées dans les zones d’habitat alentour, en 7 points d’immission dont 5 se trouvent à moins de 500 mètres et deux à plus de 500 mètres du site d’exploitation. Ces mesures ont été enregistrées en prenant en compte les différentes sources sonores présentes au sein de l’établissement.*

*L’auteur de l’étude a procédé à une investigation en deux temps, comportant chacun trois phases identiques dans les deux cas :*

*I. Situation antérieure au nouvel équipement*

* + *Une mesure des puissances acoustiques des 38 sources sonores principales du site, en fonctionnement représentatif, effectuée selon les normes ISO 3744 et ISO 3746 ;*
	+ *Une implémentation de ces mesures dans un modèle acoustique ;*
	+ *Une caractérisation de l’environnement sonore du site à travers la détermination des bruits particuliers au niveau des 7 points de contrôle précités, durant la journée et en période de transition.*

*II. Situation future projetée, avec intégration du nouveau prébroyeur (objet de la présente demande)*

* + *Une mesure de la puissance acoustique du prébroyeur avec sa grue d’alimentation, en régime représentatif, également effectuée selon les normes ISO 3744 et ISO 3746 ;*
	+ *Une implémentation de cette mesure dans le modèle acoustique ;*
	+ *Une nouvelle caractérisation de l’environnement sonore du site, avec projection, à travers la détermination des bruits particuliers au niveau des mêmes 7 points de contrôle précités, également en période de jour et de transition.*

*L’auteur de l’étude mentionne n’avoir pas décelé de présence de bruit à caractère tonal ou impulsif. De ce fait, aucune pénalité ni aucun terme correctif n’ont été appliqués aux mesures prélevées.*

*Le nouvel équipement fonctionnera uniquement en semaine et en journée, entre 7h du matin et 19h. Il sera placé au centre du site, à côté du prébroyeur existant, en amont du broyeur.*

*Par ailleurs, le bureau SGS indique qu’une mise à jour du modèle acoustique a été implémentée à la suite de la mise en œuvre d’un merlon qui avait été aménagé à l’Est du site, sur une hauteur de 3.5m, entre les mois de juillet et septembre de l’année 2021. Les mesures, calculs et investigations exposés dans le cadre de l’étude ici exploitée incluent l’intégration de cet élément d’atténuation acoustique.*

*Dans les deux situations analysées ci-dessus, les résultats de la modélisation acoustique utilisée révèlent des valeurs de bruits aux points d’immission qui respectent les seuils de niveau de bruit admis, selon les exigences du tableau 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Ces valeurs obtenues se situent entre 46,6 dB(A) et 53,8 dB(A) en période de jour, et 35,5 dB(A) et 47,1 dB(A) en période de transition. Il ressort également que l’ajout du prébroyeur engendre un impact peu significatif sur les valeurs de bruits particuliers du site, la variation maximale étant de +0,3 dB(A), en période de transition, tel qu’illustré au sein du tableau repris ci-dessous, extrait de l’Étude acoustique déjà référencée (annexe 10 au formulaire demande de permis).*

**

*Tableau I. Bruit particulier existant et futur calculé par modélisation*

*Une attention toute particulière doit être portée sur la configuration générale du site, notamment la composition ainsi que le maintien du nouveau merlon afin qu’en plus du rôle d’écran paysager végétal (feuillus indigènes dans les règles de l’art), celui de barrière et isolement acoustiques soit toujours assuré. En effet, les habitations correspondant aux points localisés côté Est sont davantage exposées aux nuisances sonores, étant les plus proches des installations. Ledit merlon doit toujours être constitué en terres et pierres naturelles non contaminées.*

*Notons qu’une étude technico-économique antérieure à la présente analyse avait été réalisée par le laboratoire SGS déjà cité. L’auteur y formule une proposition bénéfique en termes de mesures d’atténuation de propagation de bruits générés dans l’exploitation. Il s’agit de la mise en place d’une zone tampon, à l’Est du site, sans aucune activité de tri / manutention / chargement / déchargement, permettant ainsi une bonne distance de garde de minimum 500 mètres entre les sources sonores et les riverains les plus proches.*

*En outre, les opérations de tri et manutention (chargement/déchargement à l’aide de grue/camions) des matériaux ferreux constituent une source importante de nuisance sonore. Il convient que ce type d’activité ne s’effectue qu’exclusivement à l’intérieur du site.*

*1.5.3. Conclusions*

*Les valeurs limites des niveaux de bruit figurant dans le tableau 2 des conditions générales de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 devraient être respectées pour la période de jour, telle que définie par ledit arrêté.*

*1.6. Risques d’Accidents Majeurs*

*La demande d’Ecore porte notamment sur la régularisation de la cuve fixe d’oxygène liquide existante.*

*La cellule RAM est, à cet égard, sollicitée afin de statuer sur la présence sur site d’une cuve existante de 26358 litres d’oxygène située à proximité d’un réservoir LPG de 9800 litres de propane accordé dans le permis du 25.03.2020.*

*1.6.1. Classement au regard de la directive Seveso (2012/18/CE).*

*L’entreprise n’est pas concernée par la directive Seveso et aucune entreprise Seveso n’est susceptible de l’affecter. Les industries SEVESO les plus proches sont localisées à plus de 20 kilomètres du site.*

*Les quantités LOX et LPG stockées par ‘ECORE Belgium’ sont nettement inférieures aux seuils limites repris à l’annexe 1 de l’accord de coopération régissant les entreprises SEVESO.*

*1.6.2. Conformité de la demande.*

*L’avis de la cellule RAM (risques d’accident majeur) de la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers est sollicité en application de l’article 91 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement.*

*1.6.3. Description générale des installations.*

*1.6.3.1. Présentation de l’environnement de l’établissement.*

*Le site se trouve en Province de Luxembourg, sur le territoire de la commune d’Aubange, entre la ligne du chemin de fer et la rue champion, artère principale du zoning industriel. L’exploitation est installée en zone d’activité économique industrielle au plan de secteur.*

*Au nord, les habitations du village d’Aix-sur-Cloie ainsi que certaines habitations de la rue de la Forge à Aubange sont localisées à plus de 500 mètres des limites du site. A l’est, les premières habitations sont situées à 160 m de la limite du site (+/- 400 mètres des réservoirs de LPG et d’oxygène liquide). Le sud est occupé par le zoning industriel lui-même qui s’étend sur environ 600 mètres (société voisine – Jost group – Jindal Films). A l’ouest se trouvent une carrière d’agrégats en exploitation ainsi que le club canin d’Aubange à 60 mètres de la limite du site.*

*1.6.4. Substances dangereuses.*

*Les principales substances dangereuses identifiées dans ce projet sont :*

*Le LPG : essentiellement composé de propane (C3H8) liquéfié (H220 - gaz extrêmement inflammable ; H280 - gaz sous pression). Plus lourd que l’air (ρ=1,87), ce gaz peut se concentrer en un point bas en l’absence de ventilation ;*

**

*L’oxygène liquide (O2 - LOX) : (Gaz comburant cat.1 (H270) – peut provoquer ou aggraver un incendie, gaz sous pression (H280) et gaz liquide réfrigéré (H281) – peut causer des brûlures ou blessures cryogéniques)*

**

*1.6.5. Situations dangereuses*

*Les situations dangereuses identifiées sont les suivantes :*

* + *Une fuite importante de LPG (Propane) au niveau du stockage, en phase liquide, ou vapeur (explosion d’un nuage UVCE, BLEVE, jet enflammé (jet fire)),*
	+ *Une fuite lors du remplissage de la cuve de LPG (propane),*
	+ *Une fuite d’oxygène liquide (LOX) au niveau du stockage.*
	+ *Une fuite lors du remplissage de la cuve d’oxygène liquide (LOX).*
	+ *Une défaillance de la cuve de propane risquant d’impacter par ‘effet domino’ la cuve d’oxygène.*

*1.6.6. Analyse de la sûreté des installations dangereuses/Evènements redoutés*

*Scénario 1 : Fuite de LPG (Propane) au niveau du stockage*

*Le réservoir considéré est un réservoir aérien horizontal sans encuvement de propane de 9,8 m³ de capacité, pouvant contenir 4410 kg de propane de +/- 2 m de diamètre et 4 mètres de longueur localisé à 8,5 m du réservoir d’oxygène.*

*Les principaux dangers redoutés liés à une éventuelle défaillance du réservoir seraient le jet fire (jet ‘chalumeau’), l’explosion (VCE – Vapour Cloud Explosion) suite à une fuite de LPG et le BLEVE (Boiling Liquid Expanding Vapor Explosion).*

*Les scénarios envisagés sont la rupture catastrophique du réservoir (RC), une vidange en 10 minutes du réservoir (V10’) et la large brèche (LB-28) correspondant au diamètre du plus gros piquage Ø 28 mm.*

*Scénario 1.1 :  VCE*

*Les portées des effets modélisés sont de quelques centaines de mètres pour les effets thermiques (6,4 kW/m²) et/ou pour les effets de surpression (50 mbar). Ces distances franchissent les limites du site (\*).*

*(\*) jusque 233 m et 527 m selon Phast respectivement pour les courbes de surpressions de 50 mbar et 160 mbar dans le cas de la rupture catastrophique du réservoir.*

*Considérant une fréquence de 1,2 \* 10-5 /an pour une petite fuite, de 1,1 \* 10-6 /an pour une fuite importante et de 3,2 \* 10-7 /an pour la rupture complète du réservoir sous pression, et une probabilité d’ignition retardée de 10-1, la fréquence d’inflammation du nuage de gaz est de l’ordre de 10-6 /an.*

***🡺 Le risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable.***

*Scénario 1.2 :  BLEVE*

*Le BLEVE pourrait résulter d’un incendie sous la cuve de propane. Des simulations conduites sous PHAST montrent que les effets thermiques et/ou de surpression restent dans les limites du zoning industriel et n’atteignent pas de zones d’habitat.*

*Les portées des effets se résument comme-suit :*

**

*🡺* ***Le risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable.***

*Scénario 1.3 :  Risque de jet enflammé (jet fire) – effets radiatifs*

*Sur base des modélisations, aucune zone fréquentée par le public n’est atteinte par le seuil de 6,4 kW/m². Le scenario est donc acceptable simplement sur base des distances d’effet.*

*Les portées des différents niveaux d’effets radiatifs se résument comme-suit*

**

***🡺 Le risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable.***

*Scénario 2 : Fuite lors du remplissage de la cuve de LPG (propane) au départ d’un camion-citerne*

*Le LPG est livré par camion-citerne ADR, il est poussé par la pompe du camion via un flexible dans le tank. Les mesures préventives associées à cette opération sont :*

* + *Remplissage sous la responsabilité permanente du chauffeur dans le cadre d’une procédure bien établie ;*
	+ *Asservissement de la vanne de pied du réservoir du camion au frein à main ;*
	+ *Présence d’un bouton de vigilance devant être réarmé au maximum toutes les deux minutes par le chauffeur durant toute la durée de l’opération ; toute absence ou anomalie de réarmement dans les délais impartis doit entrainer l’interruption immédiate du transfert ;*
	+ *Présence d’un clapet anti-retour entre le réservoir et le flexible.*

*Sachant que la fréquence générique de rupture d’un flexible de LPG est estimée à    5,4\*10-7 par heure de fonctionnement (selon le « Handbook Failure Frequencies 2009 ») et au vu du nombre d’heures d’utilisation annuelle de cette installation et de la présence des autres barrières citées ci-avant, les risques associés à cette manipulation sont maîtrisés.*

***🡺 Le risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable moyennant le respect des conditions particulières d’exploitation.***

*Scénario 3 : Stockage et déchargement d’oxygène*

*L’oxygène, par son aspect comburant, peut en cas de concentration élevée dans l’air conduire à un comportement inattendu d’un incendie, voir à une inflammation spontanée de combustibles. D’un point de vue phénoménologique, on considère généralement que : Au-delà d’une concentration de 25% d’oxygène dans l’air, le niveau de suroxygénation implique un comportement au feu moins maîtrisable. Ce seuil ne correspond donc pas à un risque vis-à-vis des personnes mais à l’éventualité d’un départ de feu en raison d’une modification significative des paramètres de combustion à ce niveau de suroxygénation. Par exemple, un feu de cheminée va devenir plus vif et violent, avec un risque significatif de feu de cheminée ou de projection de cendres chaudes à l’extérieur du foyer, et donc de propagation à la maison entière. Ce seuil est équivalent à la zone à risque (ZR - O2>25%).*

*A partir de 35% en oxygène dans l’air, la concentration en oxygène donne lieu à un risque d’activation de feu en zone publique par les fumeurs de cigarette conduisant à un feu des vêtements. A ce niveau de suroxygénation, le développement d’un feu partant de la cigarette et se propageant au vêtement sera suffisamment rapide pour qu’une partie de la population réagisse incorrectement et puisse être mortellement brûlée. Ce seuil est équivalent à la zone de danger immédiat (ZID - O2>35%).*

*Scénario 3.1 : Défaillance du réservoir d’oxygène liquide (26,368 m³) :*

*Le réservoir d’oxygène liquide est un cylindre vertical aérien sans encuvement de 26,5 m³ de capacité de +/- 5,5 m de hauteur localisé à 8,5 m du réservoir de LPG (Propane).*

*L’évènement redouté est une défaillance du réservoir d’oxygène liquide. Les scénarios envisagés sont la rupture catastrophique du réservoir (RC), une vidange en 10 minutes du réservoir (V10’) et la large brèche (LB-28) correspondant au diamètre du plus gros piquage Ø 28 mm.*

*Les modélisations effectuées par le logiciel Phast peuvent se résumer comme-suit :*

**

*Elles montrent que les zones de risque (ZR - O2>25%) et de danger immédiat (ZID - O2>35%) n’atteignent pas la zone d’habitat localisée à 400 m à l’ouest, ni dans le cas de la rupture catastrophique (RC), de la vidange en 10 minutes (V10’) et de large brèche (LB-28).*

***🡺 Risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable.***

*Scénario 3.2 : Fuite lors du remplissage de la cuve de LOX (oxygène liquide) au départ d’un camion-citerne.*

*IDEM analyse de risque du flexible LPG (paragraphe §1.8.2 ci-dessus)*

*🡺* ***Le risque d’accident majeur lié à ce scénario est jugé acceptable moyennant le respect des conditions particulières d’exploitation.***

*1.6.7. Urbanisme.*

*L’emplacement du projet est situé dans une zone où la probabilité d’observer un effet dangereux dû à un site SEVESO est inférieure à 10-6/an.*

*L’avis de la cellule RAM en matière d’urbanisme est dès lors favorable sur base des données en notre possession et au regard des principes directeurs et des valeurs de référence applicables en Région wallonne en matière d’avis relatif à la prise en compte du risque industriel majeur, tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en dates du 22 décembre 2005 et du 14 décembre 2006.*

*1.6.8. Effets « domino » internes – défaillance de la cuve de LPG (propane) risquant d’impacter par ‘effet domino’ la cuve d’oxygène*

*Vu la proximité des cuves aériennes d’oxygène liquide (LOX) et de LPG (Propane), situées à 8,5 mètres l’une de l’autre, la possibilité d’effets domino (EDo) existe bien en termes de portées pour les cinq scenarios suivants :*

* + *1) ‘EDo’ sur la cuve de LOX lié à un VCE initié par une RC de la cuve de propane,*
	+ *2) ‘EDo’ sur la cuve de LOX lié à un BLEVE initié par une RC de la cuve de propane,*
	+ *3) ‘EDo’ sur la cuve de LOX lié à un VCE initié par une V10’ de la cuve de propane,*
	+ *4) ‘EDo’ sur la cuve de LOX lié à un Jet Fire initié par une V10’ de la cuve de propane,*
	+ *5)‘EDo’ sur la cuve de LOX lié à un Jet Fire initié par une PB-10 mm de la cuve de propane.*

*Les fréquences d’occurrence de chacun de ces 5 scenarios se résument comme-suit :*

**

*Elles conduisent cependant à une fréquence d’occurrence cumulée de 3,88 \*10-6/an, très proche du seuil théorique limite d’acceptabilité.*

*Idéalement, on choisira d’enterrer complètement la cuve de LPG. S’agissant ici d’une installation existence, l’alternative suivante est jugée acceptable : l’application d’un revêtement en matière époxy protégeant la paroi de la cuve ou un système d’arrosage (i.e. arrosage ou sprinklage) ou une rétention déportée assurant l’absence de feu de flaque en dessous de la cuve. L’objectif de ces mesures est d’empêcher, sinon de ralentir, l’échauffement du LPG contenu dans la cuve.*

*Le suivi des mesures de sécurités listées ci-dessous (au paragraphe §3. - Conditions particulières) permet de confirmer que le risque est réduit à un niveau aussi bas que raisonnablement possible et donc acceptable, en parfaite adéquation avec le concept méthodologique ALARP.*

*1.6.9. Effets « domino » externes*

*Sur base des données en notre possession, aucun effet domino externe n’a été identifié.*

*2. Avis coordonné du Département de l’Environnement et de l’Eau*

*Le présent avis coordonné regroupe les avis et propositions de conditions particulières des différentes instances du Département de l’Environnement et de l’Eau, consultées dans le cadre de ce dossier, à savoir :*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *Avis* |
| *Instances consultées* | *Favorable* | *Favorable sous conditions* | *Favorable partiellement* | *Défavorable* |
| *DEsu* | *X* |  |  |  |
| *DEso* | *X* |  |  |  |
| *DRIGM- RAM* |  | *X* |  |  |
| *DPP-Cellule Bruit* |  | *X* |  |  |
| *DPP – Cellule IPPC* | *X* |  |  |  |

*Le Département de l’Environnement et de l’Eau remet un avis* ***favorable sous conditions*** *du respect :*

*1. des conditions particulières du Département de l’Environnement et de l’Eau proposées au point 3 suivant.*

*2. des conditions particulières proposées par l’AwAC son avis référencé AwAC/SC/OD/MD/05092022.*

*3. des conditions particulières proposées par la Direction des infrastructures de gestion et de la politique des déchets référencé JYM/rt/DSD/DIGPD/2022/13306.*

*Dérogations accordées en application de l'article 15, paragraphe 4, de la directive 2010/75/UE : Néant*

*Conditions d’autorisation plus sévères que les NEA-MTD : Néant"*

*(...) [Cf. Conditions particulières]" ;*;

Vu la demande d’avis adressée à l’instance SPW ARNE - DSD - Direction de l'Assainissement des Sols en date du **28/07/2022**, restée sans réponse à la date du présent arrêté, réputé favorable ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le **12/04/2022**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du **12/04/2022** et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du **13/04/2022**;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du **03/05/2022**, que les documents manquants ont été transmis à la commune dans les délais prescritset réceptionnés par le fonctionnaire technique en date du **08/07/2022**;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **28/07/2022** par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que la demande est relative à des actes et travaux visés à l’article D.IV.22, 6° du Code du Développement Territorial, qu’en conséquence le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué sont l'autorité compétente pour connaître de la présente demande de permis unique ;

Considérant que, en application de l’article 92 § 5 du décret relatif au permis d’environnement, les délais ont été prolongés de 30 jours pour l’envoi du rapport de synthèse ;

Considérant qu’il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l’instruction administrative que la demande vise à ajouter un prébroyeur de déchets métalliques, créer un bâtiment destiné aux activités de dépollution des DEEE, régulariser le volume de la cuve fixe d’oxygène et modifier les conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques ;

Considérant que l’établissement projeté se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

| **Identification sur le plan** | **Référence cadastrale** | **Statut dans le formulaire** |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **P001** | AUBANGE 1 DIV/AUBANGE/ section A parcelle n° 1760 E  | INCHANGE |
| **P002** | AUBANGE 1 DIV/AUBANGE/ section A parcelle n° 1843 P  | INCHANGE |
| **P003** | AUBANGE 1 DIV/AUBANGE/ section A parcelle n° 1760 C  | INCHANGE |
| **P004** | AUBANGE 1 DIV/AUBANGE/ section A parcelle n° 1843 T  | INCHANGE |
|  |  |  |

Considérant que, à l’analyse de la demande, les installations et/ou activités visées par le projet sont classées comme suit par l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol :

|  |
| --- |
| **N° 63.12.16.03.01.02 –** Classe 2 |
| Solides, liquide et gaz (poids net) - Comburant de catégorie 1 dont les quantités sont supérieures ou égales à 250 kg |
|  |

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet le rangent en seconde classe ; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

Considérant, à ce sujet, qu'en date du 28/07/2022, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d’étude d’incidences sur l’environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

*« La demande n’active qu’aucune nouvelle rubrique de classement. La régularisation de la capacité de la cuve d’oxygène active cependant l’application de l’article 10 °2  du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

*À l’examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur les rejets atmosphériques, la gestion des déchets, les rejets d’eaux, les risques associés aux dépôts de gaz.*

*Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l’exploitant ou prévues dans son projet, l’ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.*

*En ce qui concerne les autres compartiments de l’environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.*

*D’autre part, il n’y a pas lieu de craindre d’effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.*

*La notice d’évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l’environnement.*

*Le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts urbanistiques du projet. »*;

Considérant que le formulaire de demande de permis vaut notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet sur la population et la santé humaine ; la biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés ; le bien-être animal ; les terres, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le bruit, les vibrations, la mobilité, l'énergie et le climat; les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que la population intéressée a pu, dès lors, recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que l’enquête publique réalisée du 16/08 au 30/08/2022 n’a donné lieu à aucune réclamation ;

Considérant que l’autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d’aménagement à valeur réglementaire en vigueur ; qu’en l’espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s’interroger sur la possibilité qu’un permis soit délivré pour l’établissement considéré dans la zone dans laquelle est inscrite la parcelle sur laquelle il est établi ;

Considérant que le bien se situe à proximité de la voirie régionale : Avenue de Champion ;

Considérant l’inscription du bien en zone d’activité économique industrielle au plan de secteur du Sud Luxembourg (A.R. du 27/03/1979) ;

Considérant que le bien est repris dans le périmètre du schéma de développement communal adopté le 24/06/1991 ;

Considérant que le bien est couvert par un guide communal d’urbanisme approuvé le 24/06/1991 (aire industrielle – Titre VI) ;

Considérant que le bien est repris dans un périmètre relatif au développement des parcs d’activités économiques ;

Considérant que le bien est traversé par un axe de ruissellement concentré ;

Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du plan d’assainissement par sous-bassin hydrographique Semois-Chiers en zone de régime d’assainissement collectif doté d’un égout raccordé à une station d’épuration ;

Considérant que l’établissement est actif dans la dépollution et la destruction de VHU, le démantèlement et la dépollution de DEEE, le broyage et/ou le cisaillement de déchets métalliques ;

Considérant que l’établissement relève de la catégorie 5.3. b iv de l’annexe XXIII de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d’exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement ; que dès lors l’établissement est soumis aux obligations du décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles et de l’Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l’environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles. Ces textes réglementaires transposent, en Région wallonne, la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (directive « IED ») ;

Considérant que les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d’émission associés aux MTD (NEA-MTD) concernant le projet sont reprises dans :

* la Décision d’exécution de la Commission établissant les Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (CMTD WT) publiée le 17 août 2018 ;
* le « Reference Document on Best Available Techniques on Emissions from storage » (Bref EFS) adopté en juillet 2006.

Considérant que les modifications concernées par le projet n’engendrent aucun rejet d’eau complémentaire par rapport à la situation préexistante à l’exception d’eaux pluviales qui seront gérées conformément aux dispositions de l’article R.277 du Livre II du Code de l’Environnement, contenant le Code de l’Eau relatif au règlement général d’assainissement collectif des eaux urbaines résiduaires ;

Considérant que la construction d’un bâtiment destiné à accueillir les activités de dépollution des DEEE répond à la MTD 19 e des CMTD WT qui consiste à couvrir les zones de traitement et de stockage des déchets afin de réduire les rejets dans les eaux ;

Considérant que l’établissement dispose actuellement d’un prébroyeur et souhaite en installer un deuxième complémentaire afin d’avoir une capacité de prébroyage plus importante ; que le prébroyage est une MTD décrite à la MTD 37 des CMTD WT ; qu’une plus grande capacité de prébroyage permettra d’augmenter les avantages au niveau de l’étape de broyage ;

Considérant que les émissions au niveau du prébroyeur sont diffuses ; que des dispositions en vue de limiter ces émissions de particules sont à prévoir ; que dans son avis favorable conditionnel visé supra, l’AwAC propose d’étendre les conditions du permis actuel relatives à la limitation des émissions de poussières diffuses aux nouvelles installations ; que ces conditions permettent de répondre aux MTD 14 des CMTD WT visant à réduire les émissions diffuses de poussières ;

Considérant que la demande porte également sur la modification des conditions particulières relatives à la surveillance des retombées atmosphériques ; que les CMTD WT ne décrivent pas de surveillance ni de niveau d’émission pour les émission diffuses atmosphériques ; que des valeurs limites d’émissions sont imposées dans les autorisations actuelles pour les substances visées par l’annexe II de la Directive IED conformément à son l’article 14.1.a) ; que l’AwAC accepte, dans son avis précité, de transformer ces valeurs limites en valeurs cibles ; que cette décision ne va pas à l’encontre des CMTD WT ;

Considérant l’étude technico-économique du 24/08/2021 (réf. 200404-2) réalisée, conformément aux impositions du permis du 25 mars 2020, par le laboratoire agréé SGS ; que cette étude a été transmise au Fonctionnaire technique en date du 02 septembre 2021 ;

Considérant l’étude acoustique du 01/09/2021 (réf. 210292-2) réalisée par le laboratoire agréé SGS et figurant au dossier de la présente demande de permis ; que les valeurs limites des niveaux de bruit figurant dans le tableau 2 des conditions générales de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002, applicables à l’établissement, devraient être respectées pour la période de jour, telle que définie par ledit arrêté ;

Considérant que la capacité des installations de regroupement, tri, de prétraitement et de valorisation de déchets ferreux et non ferreux est limitée à 350.000 tonnes/an ; que le projet n’implique pas d’augmentation de la quantité totale de déchets broyés ;

Considérant que l’activité de dépollution des DEEE consistent à retirer les éléments dangereux et que cette activité de dépollution déjà autorisée et réalisée sous un dispositif couvert mobile (tentes) ; que le projet vise la construction d’un nouveau bâtiment (B7) destiné à accueillir cette activité ; que les conditions de travail des salariés réalisant cette dépollution ainsi que les conditions de stockage des déchets y associés seront améliorées ; que les DEEE dépollués sont ensuite broyés sur site et valorisés ;

Considérant que les quantités de déchets stockés sur site sont pour partie modifiées ; que dans son avis favorable sous conditions visé supra, par la Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets (DIGPD) propose l’application de conditions particulières actant ces quantités de déchets stockés sur site ; que ces dernières sont reprises à l’article 2 de la présente décision ; que pour le reste, ces conditions particulières proposées de la DIGPD sont identiques en tout point à celles figurant dans le permis unique du 25 mars 2020 ; qu’il n’y a dès lors pas lieu de les intégrer à la présente décision ;

Considérant que deux prises d’eau souterraine potabilisable en activité sont situées dans un rayon de 1100 mètres autour de l’établissement ; que la plus proche est située à environ 100 m de la bordure Ouest l’établissement et à environ 300 mètres de la zone concernée par les travaux ; que la SWDE indique, dans son avis favorable conditionnel visé supra, que l’établissement est situé en partie à l'intérieur de la zone de prévention rapprochée IIA et en partie à l’intérieur de la zone de prévention éloignée IIB définie par l’Arrêté ministériel du 05/09/2007 ; que l’exploitant est dès lors tenu de respecter l’ensemble des mesures prévues en zone de prévention éloignée et rapprochée décrites dans le code de l’eau (R 164 et suivants) ; que les travaux prévus au projet pourraient représenter un risque direct pour cette prise d’eau ; que, moyennant la mise en œuvre de conditions particulières applicables sur le chantier et lors de l'exécution des travaux, les risque vis-à-vis des eaux souterraines seront maitrisés;

Considérant par ailleurs qu’une surveillance des eaux souterraines et des mesures préventives sont imposées dans les autorisations d’exploiter du demandeur ; qu’un constat de pollution avec impact potentiel sur les eaux souterraines enclenche, le cas échéant :

* la nécessité de prendre des mesures conservatoires (plan d'intervention) sous la direction du fonctionnaire chargé de la surveillance ;
* le démarrage d’une surveillance accrue ciblée sur les polluants émis
* l’obligation de se soumettre à des études conformément au Décret Sol du 1er mars 2018 ;

Considérant que les risques analysés par la Cellule RAM (Risques d’Accidents Majeurs), associés aux réservoirs de LPG et d’oxygène, liés dans les scénarios 1, 2 et 3 figurant au §1.6 de l’avis de la Cellule IPPC visé supra ne sont pas totalement maîtrisés ; qu’il y a dès lors lieu de renforcer la sécurité par le respect de conditions particulières d’exploitation précisées ci-après ;

Considérant l'installation d'un auvent métallique courbé au niveau de la zone de dépôts des déchets VHU à dépolluer ; que cet auvent est placé sur une structure légioblock en béton déjà existante ; que la toiture de cet auvent est composée d'arceaux métalliques s'élevant à une hauteur de 3,6 mètres au-dessus des mégablocs ;

Considérant la transformation des bâtiments industriels dédié à l'installation de traitement des effluents gazeux, que les bâtiments conservent leur superficie originelle ; que les modifications apportées concernent uniquement le rehaussement des toitures suite au placement des installations techniques dans le bâtiment et non plus sur la toiture et la modification de l'escalier métallique extérieur et la modification des systèmes d'évacuation/traitement des eaux pluviales ;

Considérant la construction d'un bâtiment pour abriter l'activité de dépollution de DEEE ; que le bâtiment se compose d'un soubassement en structure légioblock surmonté d'un bardage vertical en tôles d'acier galvanisé de couleur gris ardoise (RAL7022) ; que la toiture à deux pans est recouverte également de tôles d'acier galvanisé du même ton que le bardage de façade ; que le faîte est recouvert d'une voûte de désenfumage filante sur toute la longueur du bâtiment ;

Considérant que le projet ne comporte aucun écart au Guide Communal d'Urbanisme ;

Considérant que le nouveau prébroyeur est posé sur des fondations en béton et qu’il est relié à un conteneur hydraulique et électrique ;

Considérant que l'intégration du projet est pertinente au vu du contexte et de l'activité industrielle de l'entreprise, que l'ensemble des installations permettent de répondre aux besoins du secteur du recyclage ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l’exploitation de l’établissement ;

Considérant qu’en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement, il y a lieu d’observer que l’autorisation administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d’autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite autorisation administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d’une part, garantir la protection de l’homme, de l’environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l’établissement est susceptible de causer à l’environnement, à la population vivant à l’extérieur de l’établissement et aux personnes se trouvant à l’intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur, ainsi qu’assurer le bien-être animal et d’autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant que le paragraphe premier de l’article 25 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement prévoit que la durée de validité d’un permis d’environnement est de vingt ans au maximum ; que cette durée se calcule à partir du jour ou la décision octroyant le permis devient exécutoire, conformément à l’article 46 du même décret ; qu’au demeurant, il s’agit d’une possibilité et non d’une obligation comme le souligne le mot « maximum » ;

Considérant que par souci de clarté, il importe que l’exploitant reçoive une autorisation dont le terme apparaît clairement dans son dispositif ; qu’il s’indique, en conséquence, de donner une date certaine à la date d’échéance du présent permis d’environnement ;

Considérant en l’espèce que la présente demande a pour objet la transformation et l’extension d’un établissement autorisé ; qu’il y a lieu d’accorder, en vertu de l’article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement, le permis pour un terme expirant le **25/11/2039**, date à laquelle le permis originaire accordé par les Fonctionnaires technique et délégué xxx arrive à échéance ;

**ARRÊTENT**

1. **§ 1.** L’exploitant est **autorisé** à ajouter un prébroyeur de déchets métalliques, créer un bâtiment destiné aux activités de dépollution des DEEE, régulariser le volume de la cuve fixe d’oxygène et modifier les conditions particulières relatives aux retombées atmosphériques, ZONING INDUSTRIEL n°s/n à 6790 AUBANGE, conformément au plan joint à la demande, et enregistré dans les services du fonctionnaire délégué, et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**§ 2.** La demande visant à modifier les conditions particulières d’exploitation du permis unique délivré par les Fonctionnaires technique et délégué en date du 25 mars 2020 pour un terme fixé au 25 novembre 2039 autorisant la S.A. ECORE BELGIUM - Zoning industriel s/n à 6790 AUBANGE – à renouveler et étendre le permis d’exploiter d’un centre de regroupement, tri, prétraitement et valorisation de déchets dangereux, et non dangereux incluant le démantèlement de VHU et la dépollution DEEE ainsi que des activités de broyage, de cisaillage, dans un établissement situé Zoning Industriel s/n à 6790 AUBANGE, est **acceptée**.

1. Sont **autorisés**, les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

| **Bâtiment(s)** | **Statut** |
| --- | --- |
|  |
| **B001** | Atelier | INCHANGE |
| **B002** | Bâtiment administratif | INCHANGE |
| **B003** | Corps de garde- Conciergerie | INCHANGE |
| **B004** | Locaux sociaux | INCHANGE |
| **B005** | Pesage | INCHANGE |
| **B006** | Dépôts de métaux | INCHANGE |
| **B007** | Bâtiment DEEE | NOUVEAU  |
| **B008** | Local pesage particulier | INCHANGE |
| **B009** | Bâtiments ultrafiltration 1 | NOUVEAU |
| **B010** | Bâtiments ultrafiltration 2 | NOUVEAU |
| **B011** | Bâtiments ultrafiltration 3 | NOUVEAU |
|  |

| **Installation(s)** | **Quantité autorisée** | **Statut** |
| --- | --- | --- |
|  |
| **I001** | Prébroyeur (2) (837 kW + 270 kW) | 1107 kW | MODIFIE |
| **I002** | Broyeur | 3000 CV  | INCHANGE |
| **I003** | Installation de post traitement RB légers | 60000 t/an | INCHANGE |
| **I004** | Installation de post traitement RB lourds | 26500 t/an | INCHANGE |
| **I005** | Cisaille | 1200 t  | INCHANGE |
| **I006** | Presse | 370 kW | INCHANGE |
| **I007** | Installation de découpe des cylindres de laminoir |   | INCHANGE |
| **I008** | Installation de dépollution des VHU | 5000 VHU/an | INCHANGE |
| **I009** | Installation de dépollution des DEEE | 10000 t/an | MODIFIE |
| **I010** | Distribution des carburants pour engins  |  | INCHANGE |
| **I011** | Distribution des carburants pour engins cisaille |  | INCHANGE |
| **I012** | Installation de lavage |   | INCHANGE |
| **I013** | Compresseur d'air (4) (2 x 11 kW + 2 x 22 kW) | 66 kW | MODIFIE |
| **I014** | Cabine haute tension (6)  | 6250 kVA + 1600 kVA + 1000 kVA + 800 kVA + 630 kVA + 1200 kVA | MODIFIE |
| **I015** | Atelier de réparation (3 fosses) |   | INCHANGE |
| **I016** | Pont roulant (2) |   | INCHANGE |
| **I017** | Séparateur d'hydrocarbures (3) |   | INCHANGE |
| **I018** | Débourbeurs (2) |   | INCHANGE |
| **I019** | Bascules (5) | 50 t | INCHANGE |
| **I020** | Groupe électrogènes (2) (4 kW, 11,6 kW) | 15,6 kW | INCHANGE |
| **I021** | Installation de lavage des poussières (broyeur) |   | INCHANGE |
| **I022** | Installation de filtration (broyeur) |   | INCHANGE |
|  |

| **Dépôt(s) de substances et/ou mélanges** | **Quantité autorisée**  | **Statut** |
| --- | --- | --- |
|  |
| **DS001** | Citerne oxygène | 26358 l | MODIFIE |
| **DS002** | Citerne propane | 9800 l | MODIFIE |
| **DS003** | Citernes de carburants (3) (15 m³ + 40 m³ + 60 m³) | 115 m³ | INCHANGE |
| **DS004** | Stationnement de bennes vides |   | INCHANGE |
| **DS005** | Air comprimé (4 x 500 l) | 2000 l | MODIFIE |
| **DS006** | Ad blue | 1000 l | INCHANGE |
| **DS007** | Huile neuve | 15 t | INCHANGE |
| **DS008** | Réservoirs eau incendie (2 x 80 m³) | 160 m³ | INCHANGE |
| **DS009** | Bassin tampon (eau de ruissèlement) | 2600 m³ | INCHANGE |
| **DS010** | Oxygène mobile | 8 m³ | INCHANGE |
| **DS011** | Propane mobile | 0,9 m³ | INCHANGE |
| **DS012** | Azote | 1800 l | NOUVEAU |
| **DS013** | Carbonate de calcium | 5 m³ | NOUVEAU |
| **DS014** | Caisson de charbon actif | 180 m³ | NOUVEAU |
|  |

| **Dépôt(s) de déchets** | **Quantité autorisée** | **Statut** |
| --- | --- | --- |
|  |
| **DD001** | Déchets métalliques ferreux (dont VHU dépollués, DEEE dépollués) | 15000 t | INCHANGE |
| **DD002** | Résidus de broyage lourds | 3000 t | INCHANGE |
| **DD003** | Résidus de broyage légers | 1000 t | INCHANGE |
| **DD004** | Métaux non ferreux | 4500 t | INCHANGE |
| **DD005** | DEEE à traiter | 1500 t | MODIFIE |
| **DD006** | VHU à dépolluer | 100 VHU | INCHANGE |
| **DD007** | Batteries au plomb | 45 t | INCHANGE |
| **DD008** | Huile usagée | 15 m³ | INCHANGE |
| **DD009** | Aire de chalumage (déchets métalliques) |   | INCHANGE |
| **DD010** | Carburants usagés | 10 m³ | INCHANGE |
| **DD011** | Liquide de frein | 3 m³ | INCHANGE |
| **DD012** | Déchets ménagers | 10 m³ | INCHANGE |
| **DD013** | Papiers/cartons | 10 m³ | INCHANGE |
| **DD014** | Bois | 10 m³ | INCHANGE |
| **DD015** | Emballages souillés | 5 m³ | INCHANGE |
| **DD016** | Plastiques | 30 m³ | INCHANGE |
| **DD017** | Additif ultrafiltration usagé | 2 m³ | NOUVEAU |
| **DD018** | Boues du système de lavage de fumées | 20 m³ | INCHANGE |
| **DD019** | Condensateurs PCB | 5 t | INCHANGE |
| **DD020** | DEEE contenant de l'amiante | 10 t | INCHANGE |
| **DD021** | Piles et batteries | 5 t | INCHANGE |
| **DD022** | Lampes et tubes fluorescents | 3 m³ | INCHANGE |
| **DD023** | DEEE frigorifiques | 30 m³ | INCHANGE |
| **DD024** | Cartouches et toners | 3 m³ | MODIFIE |
| **DD025** | Détecteurs de fumées | 2 m³ | MODIFIE |
| **DD026** | Ecrans (LCD et CRT) | 5 m³ | MODIFIE |
| **DD027** | DEEE contenant des fibres réfractaires | 5 m³ | MODIFIE |
| **DD028** | Filtres à huile | 3 m³ | MODIFIE |
| **DD029** | Composants contenant du mercure | 1 m³ | MODIFIE |
| **DD030** | Composants contenant des PCB | 1 m³ | MODIFIE |
| **DD031** | Composants explosifs | 1 m³ | MODIFIE |
| **DD032** | Liquide de refroidissement | 3000 l | MODIFIE |
| **DD033** | Fluides frigorigènes | 0,5 m³ | MODIFIE |
| **DD034** | Pneus | 30 t | MODIFIE |
| **DD035** | Autres composants dangereux | 1 t | MODIFIE |
| **DD036** | Autres composants non dangereux | 2 t | MODIFIE |
| **DD037** | Emballages PMC | 5 m³ | MODIFIE |
|  |

| **Rejet(s) d’eaux** | **Statut** |
| --- | --- |
|  |
| **RE001** | Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d’écoulement | MODIFIE |
| **RE002** | Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d’écoulement | INCHANGE |
| **RE003** | Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d’écoulement | INCHANGE |
| **RE004** | Rejet à l’égout | INCHANGE |
| **RE005** | Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d’écoulement | NOUVEAU  |
| **RE006** | Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d’écoulement | MODIFIE |
|  |

| **Déversement(s)** | **Débit / Superficie** | **Statut** |
| --- | --- | --- |
|  |
| **DEV001** | Eaux pluviales issues des aires de stockage des déchets et voies de circulation | 67000 m² | MODIFIE |
| **DEV002** | Eaux pluviales de B4 et B3  | 400 m² | MODIFIE |
| **DEV003** | Eaux pluviales de B1, B6 et de l'aire de parking |  | INCHANGE |
| **DEV004** | Eaux usées domestiques de B1, B2, B3, B4 et B5 |  | INCHANGE |
| **DEV005** | Eaux pluviales de B7  | 1000 m² | NOUVEAU  |
| **DEV006** | Eaux pluviales de B5  | 200 m² | MODIFIE |
|  |

| **Rejet(s) atmosphérique(s) canalisé(s)** | **Hauteur minimale** | **Statut** |
| --- | --- | --- |
|  |
| **RA001** |  | 15 m | INCHANGE |
| **RA002** |  | 10 m | INCHANGE |
|  |

1. Sont **autorisées** les installations et/ou activités visées par les rubriques suivantes :

|  |
| --- |
| **N° 63.12.16.03.01.02 -** Classe 2 |
| Solides, liquide et gaz (poids net) - Comburant de catégorie 1 dont les quantités sont supérieures ou égales à 250 kg |
|  |

1. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :
2. Les dispositions de l’Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d’exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement
3. Les dispositions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 02 septembre 1981
4. Les dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail (Titres II et III) [prescriptions non abrogées]

Ces conditions peuvent être consultées sur le site http://environnement.wallonie.be.

1. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

#### GENERALITES

#### En cas de découverte d'un bien ou d'un site archéologique dans le cadre de la mise en œuvre du permis, une déclaration de découverte fortuite doit être adressée à la commune et l'AWaP dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la découverte fortuite conformément à l'article 40 du CoPat.

#### Les mesures prévues pour la gestion sur site des eaux de ruissellement sont strictement respectées.

#### PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Les dispositions du Code de l’Eau, notamment les articles R 164 à R.169 et R. 277 de la partie réglementaire sont respectées.

**Les dispositions complémentaires suivantes sont impérativement respectées sur le chantier et lors de l'exécution des travaux :**

o les engins de chantier ne peuvent présenter de fuite d'hydrocarbures. Ils sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

o les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol ;

o seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver. Les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe (carburants, lubrifiants,...) sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite;

o en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées. A cet effet, des kits antipollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'administration : SOS ENVIRONNEMENT NATURE (n° d’appel : 1718)." ;

#### MAITRISE DU RISQUE INCENDIE

*Respect des impositions figurant dans les rapports d’avis rendus par la Zones de Secours Luxembourg :*

*1° en date du 9 mars 2021, référencé PR19-03445-02-R-XL-XS-20210309 et relatif au bâtiment pour le traitement des effluents gazeux (B9, B10 et B11), liées notamment :*

* *au placement des moyens d’extinction en fonction des risques,*
* *à la protection du charbon actif par une installation de sprinklage au CO2,*
* *à la présentation d’un PV de contrôle des installations électriques.*

*2° en date du 13 juillet 2021, référencé PR19-03445-04-R-XL-XS-20210713 et relatif au bâtiment à construire (B7) dédié à la dépollution des DEEE.*

#### PRESCRIPTIONS LIEES A LAPROXIMITE DU DOMAINE D'INFRABEL

1. Respect des dispositions de la Loi du 27 avril 2018 donnant les prescriptions à respecter pour les plantations et les constructions aux abords du chemin de fer, plus particulièrement :

*CHAPITRE 3 – "Mesures relatives à la conservation des chemins de fer et à la sûreté de leur exploitation :*

*Art. 19. Les chemins de fer sont classés dans la grande voirie. Sauf les exceptions à déterminer par arrêté royal, les chemins d'accès, créés pour aboutir aux gares et propriété du gestionnaire de la gare, sont gérés par l'autorité locale, après avoir été enrôlés dans le statut administratif pour lequel les pouvoirs locaux sont compétents.*

*Art. 20. § 1er. Sauf dérogation accordée par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, la végétation doit être maintenue, le long des voies de chemin de fer, à une hauteur inférieure à la distance entre le pied de celle-ci et le rail le plus proche moins 1,5m. Les interventions de coupe et d'élagage doivent être prévues avant que la végétation n'atteigne cette hauteur maximale. Quand le chemin de fer est établi en remblai ou en déblai, la distance est calculée entre le pied de la végétation et l'arête supérieure du remblai ou du déblai.*

*Sauf dérogation accordée par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, la végétation située derrière les murs érigés le long des voies devra être maintenue à hauteur égale à ces murs.*

*§ 2. Le gestionnaire de l'infrastructure pourra interdire toute végétation autre qu'herbacée située à moins de huit mètres des rails de chemins de fer, si cette végétation risque de mettre en péril la sécurité du trafic ferroviaire. Pour les tronçons de ligne où la vitesse autorisée est supérieure à deux cent vingt kilomètres par heure, seule la présence d'herbacées est autorisée dans une zone de vingt-cinq mètres à partir du rail le plus proche.*

*Art. 21. § 1er. Il est interdit, sans autorisation écrite du gestionnaire d'infrastructure d'exploitation et dûment motivée pour des raisons de sécurité, d'ériger des bâtiments ou d'effectuer des travaux à moins de cinq mètres à partir :*

*- du rail extérieur si la plate-forme de la voie est située au même niveau que celui de la parcelle adjacente ;*

*- du pied de talus pour une voie en remblais ;*

*- de la tête de talus pour une voie en déblais.*

*En cas de niveau de plain-pied, si la voie se situe dans une courbe dont le rayon est inférieur ou égal à 500 mètres, la majoration de la distance à partir du rail situé le plus à l'extérieur est de 10 mètres au lieu de 5 mètres.*

*§ 2. Lorsque le chemin de fer est en tunnel, il est interdit, sans autorisation du gestionnaire de l'infrastructure de construire à une distance de moins de vingt-cinq mètres des ouvrages d'entrée ou dans une zone de vingt-cinq mètres de part et d'autre du tunnel, ainsi que dans la zone qui se situe directement au-dessus du tunnel.*

*Art. 22. Sans autorisation écrite du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, il est défendu d'exécuter des fouilles, déblais ou excavations quelconques, même à titre provisoire, d'ouvrir ou d'exploiter des minières, tourbières, carrières, sablières, phosphatières, soit à ciel ouvert, soit souterraines, ou d'effectuer des travaux de recherche de mines, le long du chemin de fer, dans la distance de vingt-cinq mètres à partir du rail le plus proche.*

*Art. 23. Il est défendu, dans la zone de vingt-cinq mètres à partir du rail le plus proche, soit d'établir des constructions dont la toiture est revêtue de matière inflammable, soit d'établir des dépôts de matières inflammables de quelque origine que ce soit, notamment d'origine agricole, ainsi que des liquides inflammables, des combustibles ou des matières explosives.*

*Art. 24. Pour les nouvelles lignes ou la modification de lignes existantes, les servitudes imposées par la présente loi prennent naissance à la date du dépôt, dans la commune, du plan des terrains à acquérir pour la construction d'un nouveau chemin de fer ou pour la modification d'un chemin de fer existant."*

1. L’accès à la construction doit se faire uniquement par la voirie publique.
2. Un égouttage adéquat est prévu afin qu'aucune évacuation d'eau ne soit dirigée vers le domaine du chemin de fer.
3. Les maîtres d'ouvrage et leurs ayant droits renoncent à toute plainte concernant le bruit et les vibrations occasionnés par le passage des trains et par les travaux à la plate-forme ferroviaire aux abords de la construction.
4. Les travaux d’établissement et l’usage des nouvelles constructions se feront aux risques et périls exclusifs du demandeur au point de vue des désagréments qui pourraient provenir du fait de l’exploitation du chemin de fer, tels qu’éboulements, trépidations des convois ou autres causes.
5. La zone dangereuse créée par la circulation des mouvements ferroviaires ne peut en aucun cas être pénétrée par du matériel ou du personnel ou des matériaux.

Cette zone dangereuse est déterminée par un gabarit dont l'espace centré sur la voie s'étend jusqu'à des plans perpendiculaires au plan de roulement des rails et situés à 1 m 50 du premier rail de la voie la plus proche. Cette limite doit être matérialisée sur place par un treillis plastifié de couleur orange sur toute la longueur de la zone des travaux.

1. Travaux au voisinage des installations de traction électrique (caténaires).

La mise hors tension des installations de traction électrique est obligatoire pour tout travail qui amènerait une personne quelconque ou un objet tenu par cette personne ou des matériaux ou du matériel, à s’approcher à moins de 3 m d’une pièce sous tension.

1. L’accès à la plate-forme ferroviaire en exploitation est formellement interdit pour toute personne extérieure et pour les matériaux et le matériel nécessaire à la réalisation des travaux prévus dans cette autorisation.
2. Un état des lieux est dressé contradictoirement avant et après les travaux.
3. L’attention de l’exploitant est spécialement attirée sur la présence de câbles en service sur le domaine du chemin de fer.
4. Le demandeur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d’endommager quelque partie que ce soit de toutes les installations précitées ou même de blesser légèrement les enveloppes protectrices des câbles.
5. Les prescriptions pour le montage et l’application de travaux par des tiers sur ou aux alentours du domaine d’Infrabel servant d’autorisation et concernant l’installation de grue-tour (cf. infra) sont respectées.
6. Sauf en cas de faute intentionnelle des organes d’INFRABEL, l’exploitant supporte seul, à l'entière décharge d’INFRABEL et de son personnel, qu'il garantit contre tout recours éventuel, toutes les conséquences dommageables généralement quelconques résultant d'accidents ou de toute autre cause que subiraient à l'occasion de son intervention, lui-même, ses préposés, INFRABEL, les agents d’INFRABEL ou des tiers.
7. L’exploitant est tenu de se prémunir de toute incursion sur le domaine ferroviaire et veillera à établir une clôture (idéalement, panneaux rigides h=1.5m) à la limite de propriété. Cette installation est posée, en concertation avec les services techniques d’Infrabel (Voir clauses de sécurité), par et aux frais de l’exploitant, qui en assurera également l’entretien et le renouvellement ultérieur.
8. Avant le début des travaux, l’exploitant prend contact avec l’ingénieur BOA responsable, Monsieur M. DI BARTOLOMEO, GSM : 0499/80.31.99, afin de préciser les modalités pratiques d’exécution des travaux en ce y compris la surveillance, et de s’assurer que toutes les mesures de sécurité sont respectées.

**PRESCRIPTIONS POUR LE MONTAGE ET L'APPLICATION DE TRAVAUX PAR DES TIERS SUR OU AUX ALENTOURS DU DOMAINE D'INFRABEL**

1. Le demandeur endosse l’entière responsabilité de la pose et de l’utilisation de la grue.

2.

a. Durant le montage de la grue, aucune tâche ne peut être effectuée dans le gabarit ou au-dessus des voies. Si, exceptionnellement, pour des raisons particulières, une tâche doit être effectuée dans le gabarit ou au-dessus des voies, la voie doit être mise hors service par un représentant d’INFRABEL.

b. Durant les travaux, aucune charge de grue ne pourra être manipulée au-dessus des infrastructures d’INFRABEL, ni au-dessus des voies ou à une distance de moins de 5 m de la voie et ne peut en aucun cas tourner au-dessus des voies. Aucune tâche ne peut être effectuée à moins de 3 m des installations de traction électrique (poteaux et fils). Si les conditions ne peuvent être remplies, la voie devra être mise hors service.

Remarque : Sous la charge est aussi comprise la chaîne de levage ; celle-ci est suspendue au crochet de manutention.

c. Afin de respecter les conditions ci-dessus, un système de limitation est employé. Il doit au moins satisfaire aux conditions suivantes :

i. Une analyse de risque doit être faite (par l’entrepreneur et/ou le coordinateur de sécurité).

ii. La méthode de travail doit être soumise à l’avance à Infrabel pour approbation. Infrabel n’impose pas de méthode spécifique de limitation de liberté de mouvements ; par contre, il doit être clairement démontré que le système choisi ne s’éteint pas quand la grue à tour se trouve sans alimentation, ni ne puisse être débranché de manière simple par une seule personne.

iii. Un toolbox est donné par le conseiller en prévention de l’entrepreneur aux opérateurs de la grue.

3. En dehors des périodes de travail et à chaque moment où l’opérateur de la grue quitte son poste de conduite, le crochet doit être remonté contre le chariot. Le chariot doit être ramené jusque la tour de la grue et la flèche doit être en course libre de manière à pouvoir tourner au gré du vent.

4. Par grand vent (20m/sec ou 72 km/h), l’utilisation de la grue est interdite. La grue doit être équipée d’un anémomètre en bon ordre de marche qui sera fixé de manière telle que le grutier puisse être immédiatement averti aussitôt que la vitesse maximale autorisée a été atteinte (voir AR du 19.09.1990, rubrique 4.6).

5. La fondation et les ancrages de la tour doivent être dimensionnés, de telle manière que la grue soit stable avec la flèche bloquée, sous un vent de 140 km/h, le crochet sur la flèche.

6. Un organisme de contrôle officiel reconnu doit établir un rapport concernant la sécurité de la grue tour, préalablement à son montage. Infrabel doit en recevoir une copie pour approbation avant la mise en service de la grue. Après son montage, le mécanisme de sécurité doit être approuvé par l’organisme de contrôle. Cette approbation doit être transmise à Infrabel avant le début des travaux.

7. Les frais liés à la mise hors service des voies et/ou de la caténaire sont à charge du tiers demandeur et seront déterminés selon les tarifs en vigueur chez Infrabel.

L’autorisation de placer une grue à tour près des installations du chemin de fer est accordée et peut être retirée lorsqu’une mesure de sécurité d’exploitation est compromise ou lorsque les conditions de l’autorisation ne sont pas respectées; cela peut être fait immédiatement et sans qu’une quelconque indemnité ne puisse être réclamée à Infrabel.

Mesures d’urgence :

Si, par défaut de prévoyance ou par accident, un obstacle se trouve à moins de 1,50 m du rail le plus proche ou que la caténaire est endommagée ou pourrait l'être :

L’entrepreneur préviendra immédiatement INFRABEL et cela sans délai.

* Arrêt de trains : Traffic Control ALARM tel. (24 h / 24 h) 02/525.91.40
* Dégâts à la caténaire : répartiteur ES Namur tél. 081/25.84.40 Liège tél. 081/25.84.41
* Responsable des voies : Mr. Alain Krier GSM tél. 0473/92.13.16

L’entreprise décrira précisément l'accident comme suit :

***"OBSTACLE dans les voies et/ou caténaire endommagée".***

#### GESTION ET LA PREVENTION DES RISQUES

RÉSERVOIR DE LPG (PROPANE) & DÉCHARGEMENT

Art. 1. L’exploitant prend toutes les mesures utiles pour garantir la surveillance permanente des opérations de déchargement de LPG (propane). Tous les paramètres importants pour la sécurité tels que le niveau, la pression ou la dépression doivent être mesurés en permanence et les mesures doivent être lisibles à tout moment par les préposés à la surveillance.

Art. 2. La surveillance du déchargement est assurée en permanence par un membre du personnel.

Art. 3. Le remplissage du réservoir de LPG (propane) est effectué à l’aide d’un tube plongeur.

Art. 4. Un clapet anti-retour est présent au niveau du poste de déchargement.

Art. 5. Une vanne automatique est placée en fin de ligne côté réservoir.

Art. 6. Lors du déchargement de LPG, le système d’arrêt d’urgence du camion est lié avec celui de l’établissement. En cas de détection ou d’activation d’un arrêt d’urgence, la vanne de fond du camion est automatiquement fermée et la pompe de déchargement est coupée.

Art. 7. Le réservoir de LPG (propane) est muni d’une soupape de sécurité.

Art. 8. Le réservoir de LPG (propane) est muni d’une alarme de niveau haut. L’atteinte de ce niveau haut entraine une alarme et l’arrêt automatique du remplissage.

Art. 9. Le réservoir de LPG (propane) est surveillé en permanence par deux détecteurs explosimètres calibrés à 20 % de la LIE déclenchant une alarme sonore et visuelle et la fermeture de la vanne automatique située en pied de réservoir.

Art. 10. Toutes les précautions sont prises pour empêcher l’échauffement du LPG (propane) contenu dans le réservoir. A cet effet, le réservoir est recouvert d’un revêtement en matière époxy protégeant la paroi de la cuve OU le réservoir est équipé d’un système d’arrosage (i.e. arrosage ou sprinklage) asservi à la détection de gaz OU la rétention sous le réservoir est déportée assurant l’absence de liquide stagnant en dessous de la cuve. Toute autre solution technique assurant une maitrise du risque similaire est également acceptable.

Art. 11. Une zone d’interdiction de feu nu à une distance de 5 m des réservoirs est respectée.

Art. 12. Des détecteurs de gaz sont présents au niveau des pompes de transfert de LPG. La détection de gaz arrête les pompes de transfert de LPG et ferme automatiquement les vannes situées sur les tuyauteries de LPG ainsi que les vannes pneumatiques des réservoirs.

STOCKAGE CRYOGÉNIQUE D’OXYGÈNE.

**I. — Dispositions générales**

Art. 13. [Sans préjudice des dispositions du Règlement général pour la protection du travail qui pourraient être applicables] les prescriptions suivantes s’appliquent à tout dépôt d’oxygène liquide stocké dans un ou plusieurs réservoirs fixes du type cryogénique.

Art. 14. Pour l’application des présentes prescriptions, on entend par :

*Zone de sécurité* : aire située à l’intérieur d’un périmètre établi à une distance D comptée à partir des parois du réservoir et du vaporisateur et mentionnée à l’Art. 15.

*Installation :* l’ensemble des équipements et tuyauteries situés à l’intérieur de la clôture ou, à défaut de celle-ci, dans la zone de sécurité de groupe 1 (Art. 15).

*Immeuble* : un bâtiment situé à l’intérieur ou à l’extérieur de l’exploitation destinée à être occupé de manière temporaire ou permanente par le public ou le voisinage.

*Fonctionnaire technique* : le fonctionnaire visé à l’article 21 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement.

*Fonctionnaire chargé de la surveillance* : le fonctionnaire ou l’agent du Ministère de la Région wallonne compétent pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l’environnement suivant l’arrêté du 23 décembre 1992.

*Expert compétent* : une personne ou un service technique, attaché ou non à l’établissement dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue.

*Organisme agréé* : organisme agréé par le Ministère de l’Emploi et du Travail pour le contrôle des réservoirs sous pression ou par le Ministère des Affaires économiques pour le contrôle des installations électriques.

**II. — Implantation et construction**

Section 1ère. — Implantation

*Sous-section 1ère. — Distances de sécurité*

Art. 15. § 1.  On désigne par :

a) Groupe 1 :

• les lignes de tuyauteries continues contenant des gaz ou liquides inflammables non interrompues par des raccords, vannes, brides.

b) Groupe 2 :

* la limite de propriété,
* la voie publique,
* la voie de chemin de fer,
* les zones de stationnement de véhicules autres que les véhicules autorisés,
* les zones non soumises à l’interdiction de feu nu,
* les dépôts de gaz ininflammables,

c) Groupe 3 :

* les sous-stations électriques, transformateurs, centres de commande de moteurs non antidéflagrants,
* les dépôts de matériaux combustibles, constructions et structures en bois,
* les équipements de travail et machines qui ne font pas partie de l’installation de stockage,
* les fosses, conduites, drains d’évacuation des eaux de surface, ouvertures et systèmes souterrains,
* les raccordements (vannes, brides, raccords) sur des tuyauteries contenant des gaz ou liquides inflammables,

d) Groupe 4 :

* les immeubles et zones où le public peut se rassembler,
* les ouvertures d’aspiration de compresseurs ou de ventilateurs,
* les évents de réservoirs d’hydrocarbures,
* les dépôts aériens de liquides inflammables et de gaz de pétrole liquéfiés.

§ 2.  Les distances de sécurité D à respecter vis-à-vis des parois du réservoir et du vaporisateur, mesurées en projection horizontale, sont données dans le tableau suivant en fonction du volume du dépôt :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Distances de sécurité (m)** | **Groupe 1** | **Groupe 2** | **Groupe 3** | **Groupe 4** |
| V < 10 000 l | 2 | 2 | 4 | 6 |
| 10 000 l £ V < 50 000 l | 4 | 4 | 5 | 7 |

Art. 16. Les distances « D » mentionnées à l’Article 15 ci-dessus peuvent être réduites par la construction d’un écran de sécurité incombustible et étanche au gaz d’au moins 2 mètres de haut, tel qu’en contournant cet écran la distance mesurée horizontalement est égale à la distance mentionnée.

La distance entre le réservoir/vaporisateur et cet écran ne peut être inférieure à un mètre.

La hauteur de l’écran de sécurité, par rapport aux éléments suivants, peut être telle que l’arête supérieure de l’écran ne les dépasse que de 50 cm :

* les lignes de tuyauteries continues contenant des gaz ou liquides inflammables non interrompues par des raccords, vannes, brides,
* les fosses, conduites, drains d’évacuation des eaux de surface, ouvertures et systèmes souterrains,
* les raccordements (vannes, brides, raccords) sur des tuyauteries contenant des gaz ou liquides inflammables.

*Sous-section 2. – Dispositions générales*

Art. 17. Le réservoir et le vaporisateur sont placés à l’air libre.  Toutefois, si le stockage dans un bâtiment ne peut être évité, les conditions suivantes doivent être respectées :

* le local contenant le réservoir doit être complètement isolé des installations adjacentes au  moyen de murs ou cloisons continus réalisés en matériaux non poreux et incombustibles ;
* au moins une de ces cloisons doit être un mur extérieur du bâtiment existant ; une ou  plusieurs portes doivent être aménagées dans un mur extérieur, qui doivent avoir un ou  deux battants permettant un passage libre de minimum à 0,8 m ;
* une ventilation suffisante, naturelle ou forcée, débouchant vers l’extérieur doit être  présente ;
* les tranchées, les fosses, les trous d’homme, les conduites ne sont pas admises dans le local ;
* les câbles électriques non enterrés ne sont pas admis dans l’enceinte, sauf pour  l’alimentation électrique de l’installation.

Art. 18. Le réservoir et le vaporisateur ne peuvent se trouver sous des lignes électriques sauf si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel du câble avec le réservoir et ses accessoires. Aucun câble électrique apparent ne peut se trouver dans la zone de sécurité sauf pour l’alimentation électrique de l’installation.

Art. 19. Des mesures sont prises pour empêcher que du liquide accidentellement échappé n’atteigne des lieux de rassemblement du public, la limite de propriété ou des ouvertures d’égout.

Art. 20. Le réservoir est mis à l’abri du rayonnement solaire.  Une peinture réfléchissante est un moyen pour remplir cette condition.

*Sous-section 3. – Zone de sécurité*

Art. 21. § 1.  Dans la zone de sécurité de groupe 2, il est interdit :

* de fumer et d’introduire des matières en ignition,
* d’y placer des matières combustibles telles que notamment des huiles, des graisses, du bitume, du goudron, des papiers, du bois mort, etc …, à l’exception toutefois du revêtement de la clôture et des pictogrammes y apposés. Cette zone est maintenue rigoureusement propre, même de toute tâche de ces matières.

§ 2.  Seul le camion de ravitaillement peut pénétrer dans cette zone.

*Sous-section 4. — Clôture*

Art. 22. § 1er.  Dans les exploitations fréquentées par le public ou pour les réservoirs situés près d’un chemin de roulage interne fréquenté par des visiteurs, le réservoir et le vaporisateur sont entourés d’une clôture métallique d’au moins 2 mètres de haut.  La porte en est fermée à clef.

§ 2.  La distance minimale entre la clôture et le réservoir doit être de 1 mètre.

§ 3. Outre les indications et pictogrammes à apposer sur la clôture, qui sont prévus par la Réglementation de la protection du travail, une plaque visible et lisible est fixée sur chaque face de la clôture, portant l’inscription :

*OXYGENE LIQUIDE*

**

*DEFENSE DE FUMER ET DE FAIRE OU D’APPORTER DU FEU SUR UNE DISTANCE DE X METRES*

(La distance de X mètres est calculée par soustraction de la distance D du groupe 2 et de la distance choisie de la clôture par rapport au réservoir et au vaporisateur).

§ 4.  Sur la porte d’accès, l’inscription suivante est apposée :

*ACCES INTERDIT AUX PERSONNES NON AUTORISEES*

*INTERDICTION DE STOCKER DES HUILES, GRAISSES ET AUTRES MATERIAUX COMBUSTIBLES*

 Il y est aussi mentionné le nom et l’adresse locale du fournisseur de gaz ainsi que son numéro de téléphone et le numéro 100 du service régional d’incendie.

*Sous-section 5. — Dalle*

Art. 23. §1.  Le réservoir est placé sur une ou plusieurs dalles en béton armé.  Il y est ancré ou posé suivant les recommandations du fournisseur.  Le vaporisateur y est ancré.

§ 2.  La dalle ne peut comporter aucun joint d’asphalte ou de bitume susceptible de réagir violemment avec l’oxygène.

§3.  Les dimensions caractéristiques de la dalle et les positions relatives aux appareils y fixés sont au moins égales aux dimensions recommandées par le fournisseur de l’installation.

*Sous-section 6. — Aire de transfert de liquide*

Art. 24. § 1.  Le camion-citerne ne peut se trouver sur la voie publique pendant l’opération de transfert d’oxygène mais doit être immobilisé sur une aire spécialement réservée à cet usage.

§ 2.  A cet effet, si nécessaire, la dalle de stockage est complétée du côté réservé à l’accès du camion ravitailleur par une autre dalle ou une chape en béton d’au moins trois mètres de long sur trois mètres de large qui ne peut comprendre aucune matière hydrocarbonée.

Une bordure d’arrêt des roues arrière du camion est placée du côté du réservoir à une distance suffisante pour empêcher tout contact avec le réservoir ou un dispositif équivalent sauf si le camion ravitailleur reste sur une route interne le long du réservoir.

*Sous-section 7. — Dispositifs de sécurité*

Art. 25. § 1.  L’enveloppe intérieure est munie d’au moins deux soupapes de sûreté chacune empêchant la pression du réservoir de dépasser de plus de 10 % la pression maximum de service. Ces soupapes sont précédées d’un robinet à trois voies pour en permettre l’entretien. Toutefois, une soupape peut être remplacée par un disque de rupture pour rompre à une pression au maximum égale à la pression d’épreuve.

§ 2.  L’enveloppe extérieure est pourvue d’un dispositif la mettant en communication avec l’atmosphère dès que la pression relative dans cette enveloppe dépasse 0,5 bar.

*Sous-section 8. — Tuyauteries*

Art. 26. § 1.  Tous les éléments de tuyauteries sont exécutés en cuivre ou en un de ses alliages ou en acier inoxydable et sont conçus pour supporter la pression maximum de service et la température minimale de service.

§ 2.  Les tuyauteries fixes sont d’un accès et d’une surveillance facile.

§ 3.  Toute section de conduite en phase liquide, pouvant être isolée à ses extrémités, doit être protégée par une soupape limitant la pression à la pression d’épreuve.

§ 4.  Les tuyauteries de l’installation sont munies d’un clapet anti-retour si est présente la possibilité d’une introduction éventuelle de gaz étrangers.

Section 2 – Construction des réservoirs

Art. 27. L’oxygène est contenu dans des réservoirs appropriés, conçus et réalisés en fonction de ses caractéristiques physiques et chimiques et construits suivant des normes belges ou étrangères ou à défaut, suivant un code reconnu par un organisme agréé.

Art. 28. Chaque réservoir doit être pourvu, entre autres :

* d’une plaque d’identification, bien visible et clairement lisible, ou sont indiqués :
	+ le nom et/ou la marque du constructeur,
	+ le numéro et l’année de construction,
	+ la capacité du réservoir en litres d’eau,
	+ le poinçon de l’organisme agréé.
* d’un dispositif qui empêche toute surpression dangereuse dans les enveloppes intérieure et extérieure ;
* d’un dispositif de jaugeage ;
* d’un manomètre à cadran ;
* de vannes manuelles qui permettent de l’isoler du reste de l’installation ;
* de toute indication utile bien lisible, comprenant au moins l’identité du produit contenu et les symboles de danger définis par le Code du bien-être au travail.

**III. — Prévention des accidents et incendies**

Art. 29. Un équipement suffisant et adapté aux circonstances est mis en place en dehors de la zone de sécurité pour combattre une source d’incendie. Cet équipement doit être déterminé en accord avec le service d’incendie compétent.

Art. 30. Le matériel de lutte contre l’incendie doit être en bon état d’entretien, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, aisément accessible et judicieusement réparti.

Art. 31. L’exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d’extinction.

Art. 32. L’exploitant forme son personnel concerné par le fonctionnement de l’installation aux risques potentiels de l’oxygène, aux premiers secours pour les brûlures cryogéniques, aux procédures d’alerte d’urgence ainsi qu’au maniement des appareils extincteurs recommandés par le service régional d’incendie.

**IV. – Contrôle, autocontrôle, autosurveillance**

Section 1ère. – Contrôle de construction du réservoir

Art. 33. Avant sa première mise en service, chaque réservoir est contrôlé par un organisme agréé selon un programme établi en fonction du code de construction choisi.  La réception est complétée par un essai d’étanchéité, tous les accessoires montés, à une pression égale à 1,1 fois la pression de service.

La procédure de l’épreuve relève d’un code de bonne pratique ou à défaut, suivant les règles de bonne pratique généralement acceptées.

Section 2. – Contrôle de l’installation

Art. 34. Avant la première mise en service, un organisme agréé soumet l’installation à un essai d’étanchéité pneumatique dans les conditions normales d’utilisation ainsi qu’à la conformité de l’installation aux présentes prescriptions et aux prescriptions du Règlement général des installations électriques.

Section 3. – Certificat de réception

 L’organisme agréé établit un certificat mentionnant les documents fournis par le constructeur et le détail des contrôles, vérifications, essais et épreuves auxquels il a procédé lui-même sur l’installation et le réservoir.

Il conclut sans ambiguïté que les équipements contrôlés par lui-même ne présentent pas de vice de conception ni de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité.

Si les contrôles, les essais et l’épreuve n’ont pu être effectués par un organisme agréé pour le contrôle des récipients des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous, celui-ci déclare au vu des attestations fournies par le constructeur ou par d’autres organismes non agréés, et par tous autres examens et investigations qu’il juge utiles, que le réservoir et l’installation peuvent être utilisées avec sécurité à la pression maximum et à la température minimum de service.

Section 4. – Contrôles périodiques

Art. 35. Au moins tous les 2 ans, un expert compétent vérifie l’étanchéité de l’installation.

Art. 36. Le remplacement des soupapes de sécurité et du disque de rupture doit être effectué tous les 3 ans. Ces mêmes dispositions doivent, avant la mise en service, avoir été vérifiées par un organisme agréé.

Art. 37. Tous les six ans, un organisme agréé procède à l’inspection du dépôt.

Art. 38. Les dates et résultats des contrôles, les noms et adresses des organismes agréés ou des experts compétents les ayant effectués, ainsi que les modifications importantes apportées à l’installation doivent figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Il y est annexé les procès-verbaux des contrôles et les certificats de réception, ainsi que les procès-verbaux des visites effectuées par le service régional d’incendie.

**Art. 39. Prévention des combustions spontanées**

§ 1er. Les matériaux constituants les équipements sont sélectionnés pour ne pas s’échauffer ni s’enflammer au contact de la substance comburante considérée, dans tout le domaine de variation de température prévisible.

§ 2. Les sols et les parois des cuvettes de rétention ne peuvent être constitués d’un revêtement hydrocarboné. Les cuvettes de rétention ne peuvent jamais contenir, même occasionnellement, des matières combustibles.

§ 3. Les effluents liquides contenant des substances comburantes ne peuvent être envoyés vers une unité de traitement sans être préalablement assez dilués pour perdre leur propriété comburante.

§ 4. Les personnes exposées aux risques d’éclaboussure portent des vêtements ayant une faible aptitude à l’inflammation spontanée en présence de comburant.

Les vêtements accidentellement imprégnés sont rincés, nettoyés ou remplacés sans délai.

**Art. 40. Immersion d’appareils électriques**

§ 1er. Aucun appareil électrique de puissance tel qu’un moteur ou une résistance chauffante ne peut être immergé dans un matériau comburant.

§ 2. Les appareils de mesure et de régulation alimentés électriquement ne peuvent être immergés que s’ils sont intrinsèquement incapables de s’échauffer ou que s’ils sont protégés efficacement contre les dépassements de courant.

**Art. 41. Prévention des atmosphères suroxygénées**

§ 1er. L’exploitant est tenu de prendre toutes les mesures utiles pour éviter les risques de combustion spontanée ou accélérée due à un excès d’oxygène dans l’air.

§ 2. A cet effet, il doit identifier toutes les situations susceptibles de provoquer des incendies ou une atmosphère suroxygénée dans et autour des installations de stockage et particulièrement à l’intérieur des locaux avoisinants.

§ 3. Toutes les précautions doivent être prises pour empêcher les fuites d’oxygène pur ou pour les limiter partout où des fuites accidentelles sont prévisibles.

§ 4. Toutes les précautions doivent être prises pour éviter la présence de brûleurs ou de moteurs à combustion interne dans les zones ou des atmosphères suroxygénées sont prévisibles.

**Art. 42. Détection des atmosphères suroxygénées**

§ 1er. Toutes les précautions sont prises pour détecter la présence d’un excès d’oxygène dans les plus brefs délais.

§ 2. A cet effet, des détecteurs de type approprié doivent être disposés judicieusement au voisinage des sources de fuite prévisibles.

Sont réputées judicieuses les implantations :

* Dans le passage obligatoire d’une fuite, à proximité de la source potentielle ;
* Au point le plus bas d’un local ;
* Dans les cavités susceptibles d’accueillir un jet gazeux ou un nuage dense ;
* Au voisinage des installations de combustion.

§ 3. Les détecteurs sont intégrés à un système de surveillance qui donne un signal d’alerte dès que la teneur en oxygène dans l’air atteint 25 %.

Lorsque la teneur en oxygène dans l’air atteint 35 %, le système de surveillance commande une alarme et coupe tous les transferts d’oxygène.

**Art. 43. Contrôle des mises à l’air de l’oxygène pur**

§ 1er. Toutes les mises à l’air, permanentes ou occasionnelles, d’oxygène pur telles que les évents, les purges, les sorties d’organes de sécurité, les prises d’échantillons, les joints de machines tournantes, les raccords de tuyauteries de chargement ou de déchargement, sont répertoriées dans le dossier de l’installation et signalées sur place.

§ 2. Les quantités d’oxygène pur, volontairement ou accidentellement libérées, sont aussi réduites que la technique et les modes opératoires le permettent.

§ 3. Les mises à l’air volontaires ne sont autorisées que si toutes les précautions sont prises pour éviter l’accélération des combustions ou les inflammations spontanées.

Cette exigence est réputée satisfaite si :

* Aucune flamme nue ne peut être présente ;
* Aucun matériau inflammable poreux ou foisonnant ne peut être présent ;
* L’orifice de fuite est conçu et réalisé pour garantir une dilution rapide à une concentration inférieure à 25 % d’oxygène dans l’air.

**Art. 44. Contrôle des épanchements d’oxygène liquide**

§ 1er. Toutes les précautions doivent être prises pour limiter l’épanchement d’oxygène liquide afin d’éviter sa mise en contact avec des tissus vivants ou des matières combustibles ou éviter la formation d’atmosphères suroxygénées ;

§ 2. Aux endroits de fuites prévisibles, le sol doit être profilé pour éloigner l’oxygène liquide des endroits fréquentés ou des foyers d’incendie potentiels ;

§ 3. L’oxygène liquide peut être retenu sur place, si cela ne constitue pas de danger, ou conduit à une cuvette de rétention. Le sol des aires de rétention doit être exempt de flaques d’eau pour éviter une vaporisation explosive de l’oxygène liquide au contact de l’eau. Cette exigence peut être satisfaite par drainage d’un sol perméable ou par égouttage ;

§ 4. Les égouts susceptibles de recueillir de l’oxygène liquide doivent être munis d’une garde hydraulique garantissant la formation d’un bouchon de glace.

**Art. 45. Prévention et maîtrise des feux de métaux**

§ 1er. Toutes les précautions sont prises pour éviter la combustion des équipements ou de leurs structures dans l’oxygène pur ;

§ 2. L’exploitant identifie les foyers d’incendie potentiels en cas de présence simultanée d’oxygène pur et d’un point chaud ;

§ 3. Toutes les précautions sont prises pour éviter de mettre des matières combustibles en présence de l’oxygène pur. A cet effet, il convient de respecter les exigences qui suivent :

* Aucun moteur électrique ne peut être installé dans une fosse de rétention de l’oxygène liquide ;
* Aucun matériau combustible ne peut être présent dans une fosse de rétention de l’oxygène liquide ;
* Les lubrifiants utilisés sont appropriés à l’usage en présence d’oxygène pur ;
* Les calorifuges des équipements contenant de l’oxygène liquide sont incombustibles.

§ 4. Une attention particulière est réservée aux pompes et aux compresseurs utilisés au transfert de l’oxygène et susceptibles de prendre feu. Les machines qui, en raison de leur taille ou de leur emplacement, constitueraient un danger pour le voisinage sont entourées d’une enceinte en béton armé pourvue d’une porte à chaque extrémité ;

§ 5. Des systèmes de coupure par fusible commandent instantanément l’arrêt de tout transfert d’oxygène pur en cas de combustion des équipements.

**Art. 46. Fuite au déchargement - respect des réglementations**

§ 1er. Toutes les réglementations internationales relatives au transport des marchandises dangereuses restent d’application à l’intérieur de l’établissement si elles sont pertinentes.

§ 2. Il est interdit de charger une citerne mobile ou un bateau qui ne répond pas aux exigences de sécurité de la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses qui lui est applicable.

§ 3. L’exploitant ne peut accepter de décharger une citerne mobile ou un bateau qui ne répond pas aux exigences de sécurité de la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses qui lui est applicable que s’il s’est assuré au préalable que la carence décelée ne peut être la cause d’un accident ou que s’il a pris les mesures de précautions adéquates.

§ 4. Toutes les exigences de sécurité du présent règlement, sont applicables aux postes de transfert si elles sont pertinentes.

**Art. 47. Matériel de raccordement**

§ 1er. Les postes de transfert sont munis de tous les accessoires nécessaires à la connexion des citernes mobiles aux installations de stockage.

§ 2. La liaison des tuyauteries fixes aux citernes mobiles est effectuée par un élément déformable qui peut être un système de tuyauteries articulées dénommé « bras » ou un tuyau flexible correctement dimensionné.

§ 3. En l’absence de dispositif empêchant le départ d’une citerne raccordée, l’élément déformable est muni, à l’endroit du raccordement, d’une pièce destinée à se rompre prioritairement en cas de traction excessive sur l’élément déformable et de l’orifice de raccordement de la citerne mobile lorsqu’ils sont séparés par la rupture.

§ 4. Tous les bras et flexibles sont munis d’une vanne d’isolement destinée à limiter les épanchements au strict minimum pendant les opérations de connexion et de déconnexion.

§ 5. Tous les bras et flexibles doivent avoir un endroit de rangement assigné hors du gabarit des véhicules.

§ 6. Les orifices de raccordement de tuyauteries rigides ou déformables, qui restent sous pression en permanence, doivent être obturés par une bride pleine ou un bonnet en dehors des plages horaires réservées aux opérations de transfert.

§ 7. Lorsque les connexions doivent être réalisées sur des raccords pouvant différer d’une citerne mobile à une autre, des éléments adaptateurs sont construits avec toute la prudence nécessaire à garantir durablement l’étanchéité.

Les adaptateurs inutilisés sont rangés dans des armoires ou des coffres qui leurs sont réservés.

§ 8. L’utilisation d’une bride polyvalente pour le raccordement de brides différentes est autorisée à condition de ne pas compromettre l’étanchéité ou la solidité de la connexion.

Il est interdit d’assembler deux brides incompatibles avec moins de boulons ou des boulons plus faibles que ce qui est normalement prévu.

**Art. 48. Procédures de raccordement et de transfert**

§ 1er. L’exploitant rédige une procédure définissant les règles et les séquences à observer pour opérer sans nuire à la qualité de l’environnement et sans créer de situation dangereuse.

§ 2. La procédure précise notamment :

* L’endroit de raccordement ;
* Les tuyauteries et les raccords ;
* Les outils à utiliser ;
* Les liaisons équipotentielles à raccorder ;
* La gestion des effluents gazeux ;
* Les purges éventuelles avant ouverture des vannes ;
* Les commandes de mise en marche des pompes ou compresseurs ;
* Les commandes d’arrêt des pompes et de fermeture des vannes, en urgence ;
* La surveillance des opérations et, en particulier, des niveaux de remplissage ;
* Les séquences de fermeture des vannes et des purges ou des dépressurisations éventuelles avant démontage des tuyauteries de raccordement ;
* Les opérations de rangement et de verrouillage à effectuer avant d’autoriser le déplacement d’une citerne mobile ;
* La personne responsable à contacter en cas de problème.

§ 3. Tout opérateur confronté à une impossibilité d’appliquer les procédures est tenu d’en référer à la personne responsable de la sécurité des opérations et ne peut improviser des solutions palliatives. En l’absence de solution sûre, le transfert ne peut être effectué.

§ 4. Aucun chargement ou déchargement ne peut être effectué sans l’autorisation d’une personne habilitée à l’autoriser.

§ 5. Les transferts dans les dépôts relais destinés à la distribution peuvent néanmoins être effectués en l’absence de personnel de l’établissement à condition que le dépôt soit surveillé à distance et que les manœuvres ne puissent être exécutées que par des personnes correctement formées et disposant d’un moyen d’identification autorisant l’accès du site et la commande des organes strictement nécessaire à la tâche.

§ 6. Les personnes autorisées à pénétrer dans l’établissement en dehors des heures de surveillance détiennent une autorisation nominative de validité limitée dans le temps.

**Art. 49. Surveillance des opérations**

§ 1er. L’exploitant prend toutes les mesures utiles pour garantir la surveillance permanente des opérations de transfert. Tous les paramètres importants pour la sécurité tels que le niveau, la pression ou la dépression doivent être mesurés en permanence et les mesures doivent être lisibles à tous moments par les préposés à la surveillance.

§ 2. Lorsque la surveillance est assurée simultanément par plus d’une personne, une procédure écrite précise sans ambiguïté la personne responsable en premier ressort ainsi que la façon de procéder à sa relève quand cela s’avère nécessaire.

§ 3. La surveillance peut être assurée par un seul opérateur au poste de transfert lorsque la durée d’un transfert n’excède pas deux heures.

En pareil cas, l’exploitant met à disposition de l’opérateur une cabine de vigie équipée d’un bouton de vigilance d’où il peut observer le poste de transfert et, si nécessaire, suivre la montée du niveau à contrôler.

#### CONDITIONS PARTICULIÈRES LIÉES AUX RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES

**Les articles 33 et 34 repris à la "*Section 4. Surveillance de la contamination des retombées atmosphériques*" figurant en page 102 du permis du 25 mars 2020 sont modifiés de la manière suivante :**

«**Art 33.** Les critères suivants en matière de Polluants Organiques Persistants (POPs) dans les retombées atmosphériques **constituent les valeurs cibles vers lesquelles l’exploitant doit tendre** dans le prélèvement annuel (au minimum) de retombées de poussières (minimum 600 mg de poids sec) dans chacune des jauges :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Paramètres POPs | Unités | Critères Valeurs cibles | **Valeurs retombées atmosphériques, zone peu polluée**(3) |
| PCB 126  | ng/kg poids sec | 10 | **25** |
| PCBs « totaux »(1) | ng/kg poids sec | 100 000 | **100 000** |
| PCDD/Fs + PCBs « dioxin like » | ng WHO-TEQ2005/kg poids sec | **5** | **15** |
| BDE 47 | µg/kg poids sec | 45 | **5** |
| Somme des 8 PBDEs de l’US-EPA(2) | µg/kg poids sec | 1500 | **150** |

 (1) Les PCBs «totaux» sont estimés par : (PCB 28 + PCB 52 + PCB 101 + PCB 138 + PCB 153 + PCB 180) x 5.

(2) La somme à considérer est celle des 8 PBDEs de l’USEPA : BDE n° 28, 47, 99, 100, 153, 154, 183, 209.

(3)  **Jauges Owen, Havelange, Wallonie, 2020.**

Le critère en concentration est considéré comme respecté si le résultat de la mesure dans les retombées atmosphériques, diminué de la valeur **mesurée dans les retombées atmosphériques d’une zone peu polluée**, **ne dépasse pas le** critère. Dans les autres cas, il est considéré comme respecté.

Par défaut, l’exploitant se réfère aux valeurs **des retombées atmosphériques en zone peu polluée** mentionnées dans le tableau. S’il utilise d’autres valeurs, l’exploitant en fournit les sources.

**La valeur cible doit être considérée en tant qu’instrument d’amélioration continue. Tant que les valeurs cibles ne sont pas atteintes, l’exploitant doit rechercher à réduire l’impact de ses activités et tenir son PRED à jour en modifiant ses pratiques de prévention et/ou d’abattement des émissions diffuses de particules. L’AwAC dispose également la faculté de demander à l’exploitant de réviser (modifier, renforcer, ajouter) les actions de prévention et/ou d’abattement des émissions diffuses de particules prévues dans le PRED existant.**

Les analyses sont réalisées, aux frais de l’exploitant, par un laboratoire agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.

Une fois par an, l’exploitant envoie à l’AwAC et au Fonctionnaire chargé de la surveillance les résultats de mesures de POPs dans les retombées atmosphériques.

**Art 34.** En ce qui concerne la surveillance de la contamination des retombées atmosphériques, les vérifications suivantes sont susceptibles d’être effectuées :

* Mise en place et bonne gestion du réseau de surveillance de la contamination des retombées atmosphériques.
* Envoi annuel des résultats de mesures de POPs dans les retombées atmosphériques. »

#### CONDITIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE BRUIT

***Les "CONDITIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE BRUIT" figurant en page 85 du permis du 25 mars 2020 sont remplacées par les conditions suivantes.***

1. Les normes acoustiques applicables sont celles du tableau 2 de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d’exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement.
2. Les opérations et /ou activités de tri et manutention (chargement/déchargement à l’aide de grue/camions) des matériaux ferreux s’effectuent exclusivement à l’intérieur du domaine d’exploitation. Eu égard à leurs puissances acoustiques notables, ces opérations et /ou activités ne sont pas autorisées dans la zone Est du site.
3. Afin de garantir le respect des normes acoustiques réglementaires et d’éviter tout dépassement des seuils admis, toute nouvelle activité ou toute nouvelle installation génératrice d’émissions sonores sera encadrée par une étude acoustique préalable à sa mise en œuvre. Cette étude sera réalisée par un bureau ou laboratoire agréé en matière de bruit.

1. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l’article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement.
2. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le **25/11/2039** en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et d’un permis d’urbanisme pour ce qui concerne les dépôts extérieurs. Hormis pour les dépôts extérieurs, le présent permis est accordé pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.
3. Le permis est périmé si les travaux n’ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l’article 46.

La péremption s’opère de plein droit.

Toutefois, à la demande de l’exploitant, le délai de mise en œuvre du permis est prorogé pour une période de cinq ans. Cette demande est introduite trente jours avant l’expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

1. Le présent permis est frappé de caducité si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.
2. L’exploitant est tenu :
3. de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l’établissement ;
4. de signaler immédiatement à l’autorité compétente tout cas d’accident ou d’incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l’article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement ;
5. de fournir toute l’assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées aux articles D.146 et D.162 du Code de l’environnement ;
6. de conserver, sur les lieux même de l’établissement où à tout endroit convenu avec l’autorité compétente, l’ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d’exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point b ;
7. de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d’organisme de contrôle, de visiteurs ou d’experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
8. d’informer l’autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d’activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
9. d’informer l’autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les 10 jours de son prononcé sauf cas de force majeure ;
10. de remettre en état le site, en fin d’exploitation, conformément à l’article 1er, 13° du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement ;
11. de porter à la connaissance de l’autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l’avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.
12. Toute transformation ou extension d’un établissement de classe 1 ou de classe 2:
13. qui ne consiste pas en un déplacement de l’établissement ;
14. qui n’entraîne pas l’application d’une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;
15. qui n’est pas de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l’égard de l’homme ou de l’environnement ;
16. qui n’augmente pas le nombre d’animaux faisant l’objet du permis ou si cet accroissement n’est pas de nature à porter atteinte au bien-être des animaux;
17. qui affecte le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d’émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

**doit être consignée** par l’exploitant dans **un registre de modification**.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l’établissement ait subi des transformations ou extensions, l’exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l’année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l’établissement, et à l’organisme désigné si la transformation ou l’extension affecte notablement une source d’émission de gaz à effet de serre spécifiés.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Transmettre le registre des transformations ou extensions d’un établissement de classe 1 ou 2 ».

1. Si l’établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire de ce permis, l’exploitant cédant ou ses ayants droit et l’exploitant cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l’autorité compétente c’est-à-dire au fonctionnaire technique. A cette occasion, le cessionnaire confirme par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, quand le permis impose une sûreté, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l’établissement.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Changer l'exploitant d'un établissement autorisé par permis d'environnement ».

1. En cas de destruction partielle ou totale de l'établissement, l’exploitant doit saisir l'autorité compétente pour qu’elle décide si un nouveau permis doit être sollicité pour tout ou partie de l'établissement.
2. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d’environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Code de l’environnement.
3. Un recours auprès du Gouvernement wallon, à l’adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes), est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d’un intérêt, ainsi qu’au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés.

Sous peine d’irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l’Agriculture, des Ressources naturelles et de l’Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

1. à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ;
2. à dater du premier jour de l’affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu’au vingtième jour suivant le premier jour de l’affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n’est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s’il est introduit par le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué ou au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés.

Le recours est introduit selon les dispositions de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d’exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement et en utilisant le formulaire « 2 - Formulaire relatif aux recours ».

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

1. Dans les 10 jours qui suivent l’adoption de la décision cette dernière fait l’objet d’un avis - conforme aux dispositions de l’article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code de l’environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d’affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.
2. La décision est notifiée :

**En expédition conforme selon les dispositions de l’article 176 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement au :**

* demandeur ECORE BELGIUM, ZONING INDUSTRIEL AUBANGE 0 à 6790 AUBANGE
* Collège communal de la Collège communal de et à Aubange, Rue Haute n° 22 à 6791 AUBANGE (Athus) ;

**En copie libre et par pli ordinaire, ou par courrier électronique**

* **aux instances d’avis consultées :**
	+ SPW ARNE - DRCB - DDR - Cellule GISER, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ S.W.D.E. - Société wallonne des eaux, Rue de la Concorde n° 41 à 4800 VERVIERS ;
	+ IDELUX Eau, Drève de l'Arc-en-Ciel n° 98 à 6700 ARLON ;
	+ Service Technique Provincial - Direction des Cours d'eau du Luxembourg, Square Albert 1er n° 1 à 6700 ARLON ;
	+ Agence wallonne du Patrimoine - Direction opérationnelle de la zone centre, Rue des Brigades d’Irlande n° 2 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ INFRABEL, Place Marcel Broodthaers n° 2 à 1060 ST-GILLES ;
	+ SPW MI - DR Namur Luxembourg - Direction des routes du Luxembourg, Place Didier n° 45 à 6700 ARLON ;
	+ Agence Wallonne de l'Air et du Climat, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ IDELUX Développement, Drève de l'Arc-en-Ciel n° 98 à 6700 ARLON ;
	+ Zone de Secours Luxembourg, Rue de Blézy n° 34 à 6880 BERTRIX ;
	+ SPW ARNE - DSD - Direction des infrastructures de gestion et de la politique des déchets, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ SPW ARNE - DEE - DPP – Cellule Bruit, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ SPW ARNE - DSD - Direction de l'Assainissement des Sols, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Marche-en-Famenne, Rue du Luxembourg n° 5 à 6900 MARCHE-EN-FAMENNE ;
	+ SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux de surface, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ SPW ARNE - DEE – DPP – Cellule IPPC, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
	+ SPW ARNE - DEE - DRIGM - Service RAM (risques d'accidents majeurs), Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
* **au fonctionnaire chargé de la surveillance :**
	+ Service Public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département de la Police et des Contrôles – Direction extérieure de NAMUR – LUXEMBOURG, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR
1. La présente décision relative à l’établissement PE n° 10093258 est enregistrée sous le numéro de dossier 10006625 auprès de la Direction extérieure de NAMUR du Département des Permis et Autorisations.

NAMUR, le

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Vincent DESQUESNES |  | Giuseppe MONACHINO |
| Fonctionnaire délégué |  | Fonctionnaire technique |

***Annexes :***

1. *Plan descriptif (5 pages)*
2. *Plans d’architecte n°s1A, 2A, 3B et 4A*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **CONTACT****Permis d’environnement****Département des Permis et Autorisations**DPA Namur-LuxembourgAvenue Reine Astrid 39 5000 NAMUR **Permis d’urbanisme****Département de l’Aménagement du Territoire et de l’Urbanisme**Urbanisme LuxembourgPlace Didier 456700 ARLON |  | **VOS GESTIONNAIRES****Permis d’environnement****Contact technique :**Sigrid MARSEAUT **sigrid.marseaut@spw.wallonie.be****Contact administratif :**Séverine LAMBRECHTS **severine.lambrechts@spw.wallonie.be**(+32) 081/715347**Permis d’urbanisme****Contact technique :**José SCHWANEN **Contact administratif :**Christelle VERLAINE **christelle.verlaine@spw.wallonie.be** |  | **VOTRE DEMANDE****RÉFÉRENCES****Permis d’environnement :** 10006625**Permis d’urbanisme :** F0510/81004/PU3/2022/3/Cl2/JS - 2200204**Commune :** PU 100 |

|  |
| --- |
| **CADRE LÉGAL** |

* Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement